

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



Université De Bejaia A. Mira

*Faculté des Sciences Economiques et Commerciales et des Sciences de
Gestion*

Département des Sciences Economique

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master en science Economique

Option : Economie Monétaire et Bancaire

Thème :

*Les causes structurelles de la naissance et la persistance de la
spirale inflationniste en Algérie.*

Réalisé par :

M^{elle} TARIKT Sarah

M^{elle} OUCHAOUA

Selma

Dirigé par :

Mr. OUCHICHI Mourad

Devant le jury composé de :

.....(Président)

.....(Rapporteur)

.....(Examineur)

Année Scolaire : 2021-2022

Remerciement

On voudra, à travers ces quelques lignes, témoigner notre profonde reconnaissance à Monsieur le Doyen de la Faculté des sciences économiques, commerciale et science de gestion.

Nos vifs remerciements à Monsieur OUCHICHI MOURAD, notre encadrant, qui nous a soutenus dans nos actions et réflexions, qui, au cours de la préparation de ce mémoire, a déclenché en nous le désir de mieux cerner les mécanismes de la vie économique.

On voudra également remercier tous les corps enseignants du département des sciences économiques qui n'ont pas ménagé leurs efforts, en nous apportant leurs connaissances et leur savoir-faire.

En outre, on exprime toute nos affectations à tous les membres de notre famille pour leurs patiences, leurs aides financières et encouragements irremplaçables.

En bref, on adresse nos sincères remerciements, à tous ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation du présent mémoire.

Dédicace

On dédie ce modeste travail :

*Tous d'abord et avant tout, aux êtres les plus chers à mon cœur, A mon cher père :
GHAZI TARIKT, qui m'a toujours soutenu et encouragé tout au long du mon parcours
d'étude, et qui a est sacrifié pour mon bonheur et ma réussite.*

*A ma chère mère : HAYET DJOUDAD, qui a veillé tout au long de ma vie à
M'encourager, à m'aider et à me protéger.*

*A ma très-très chers sœur DYHIA, pour m'avoir apporté un grand soutien moral durant
Tous mon parcours et pour sa présence à mes côtés.*

*A mon grand Frère YOUVA et mon frère RAFIK qui m'ont vraiment aidé ainsi durant
mon parcours et ma vie surtout.*

A mon neveu GHILAS.

A ma grand-mère et mes tantes Katia, Karima et Hassiba ainsi mes oncles.

*A mes cousines et cousins : Thiziri, Djidja, Zaza, Melissa, Yasmine, Meriem, Tina,
Momoh, Lamine et Islam.*

*A mes Amis/es : Sylia, Lina, wissem, Loula, Nisette, Céline, sylia kamélia, idir, arab. . .,
Doudou, Mani, fares, Goultem, Rania, et toute la promotion EMB.*

A ma binôme Selma et sa famille.

A toutes les membres de ma famille sans exception.

A toutes les personnes de près ou de loin qui m'ont motivé toute au long de mes études.

SARAH

Dédicace

Je dédie ce modeste travail, le fruit de mes 23 ans d'études :

*A mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leurs amour, leurs tendresse, leurs soutien et leurs prières tout au long de mes études, Qu'ils trouvent en moi la source de leur fierté
A qui je dois tout*

A ma sœur Nihel pour son encouragement permanent, et son soutien moral.

A mon cher frère, Walid, pour son appui et son encouragement, A qui je souhaite un avenir radieux plein de réussite.

*A mes chers amis(e) : Faiza, Dalia, Dounia, Melissa, Nesrine, Massi, Walid, Mokrane, . .
. Tous mes amis qui m'ont toujours encouragé, et à qui je souhaite plus de succès.*

A ma binôme SARAH et sa famille pour leurs soutiens morales, patience et compréhension tout au long de ce projet.

Et à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin pour que ce projet soit possible,

SELMA

Liste des abréviations

Sigle	Signification
INF	Inflation
IPC	Indice des prix à la consommation
CPI	Consumer Price Index
PPL	Indice des prix à la production
ONS	Office national des statistiques
I	Indice
P1	Prix a la date courante
P2	Prix à la date précédente
Q1	Quantité a la date courante
Q0	Quantité a la date précédente
IPCH	Indice des H armonisé
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INSTAT	Instituto Nazionale di statistica (institut national des statistiques en Italie)
PPN	Produit de premières nécessités
X	Exportation
IM	Importation
VA	Valeur Ajoutée
SAD	Stratégie Algérienne de D éveloppement
PAP	Programme Anti- P énurie
PIB	Produit Intérieur B rut
PAS	Programme D 'ajustement S tructurel
EP	Entreprises P ubliques
FMI	Fond M onétaire I nternational
LMC	Loi de la M onnaie et le C rédit
LFC	Loi de F inance C omplémentaire
IDE	Investissement D irect E trangers
USD	United States D ollar

DZD	Djazair Dinar
BA	Banque d'Algérie
TX	Taux
M	Masse Monétaire
P	Prix
V	Vitesse de Monnaie en circulation
T	Volume de transaction
MLDS	Milliards
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IRG	Impôt sur revenu global
FLN	Front libération National
PM	Politique Monétaire
TS	Trend Stationnary
DS	Diffrency Stationnary
CS	Consommation finale
ARDL	Autorégressive distrbuted Lag

Liste des tableaux

Tableau 1: L'évolution de taux de change de L'USD/DZD de l'année 1990-1999 (Banque d'Algérie).....	37
Tableau 2: Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 1990 et 2000.....	38
Tableau 3: Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 2001 -2015	40

Liste des figures

Figure 1: le carré magique de Nicholas Kaldor	44
Figure 2: L'évolution du taux d'inflation de 1990-2020	59
Figure 3: L'Evolution de la Consommation Finale	59
Figure 4: l'évolution de la masse monétaire (1990-2020).....	60
Figure 5: Akaike Information Criteria (top 20 models)	61

Table des matières

Remerciement.....	A
Dédicace.....	B
Dédicace.....	C
Liste des abréviations.....	D
Liste des tableaux	F
Liste des figures.....	G
Table des matières	H
Introduction générale.....	1
Chapitre I : L’approche théorique sur l’inflation.....	5
Introduction.....	5
Section 01 : historique de L’inflation	5
Section 02 : Généralité sur l’inflation.....	6
2.1. Définition de quelque notion sur l’inflation	6
2.2. Types et formes d’inflation	8
2.3. Caractéristiques et principales sources d’inflation	9
2.4. Les Mesures de l’inflation.....	11
2.5. Les Théories d’inflation.....	13
2.6. Les causes, conséquences et les modes de Régulation d’inflation	15
Conclusion	20
Chapitre II : l’évolution de l’inflation en Algérie (1962-2021).....	21
Introduction.....	21
Section1 : Système de planification économique Algérien (1962-1988)	21
1.1. L’Evolution et les causes de l’inflation en Algérie dans La période1962- 1988.....	29
Section2 : Système de planification économique Algérien (1988-2022).....	31
2.1. Passage à l’économie du marché.....	32
2.2. Interruption de réforme et programme de l’ajustement structurel	33
2.3. Programme d’ajustement structural 1994-1998	33
2.4. La hausse des prix des hydrocarbures et la poursuite des réformes	33
2.5. Les mesures de la Loi de Finances Complémentaire 2009	34
2.6. Effets de la crise financière internationale sur l’économie algérienne.....	35
2.7. L’évolution et Les causes de l’inflation en Algérie (1988- 2022)	36

Section 3 : La politique monétaire en Algérie	42
3.1. La politique Monétaire	43
3.2. L'évolution de La politique monétaire en Algérie	46
Conclusion	52
Chapitre III : Étude et Analyse des déterminants de l'inflation enAlgérie 1990-2020	53
Introduction.....	53
Section 1 : Méthodologie de régression.....	53
1.1. Le rôle de l'économétrie.....	53
1.2. Modélisation des séries temporelles : Modèle ARDL	56
Section 2 : Présentation des données et études des variables	58
2.1. Analyse statistique des séries de données	58
2.2. Analyse Graphique des séries de données.....	59
Sections 3 : Application économétrique de modèle ARDL	60
3.1. Détermination du nombre de retard.....	60
3.2. Estimation ARDL.....	61
3.3. Test de cointégration	62
3.4. Estimation de la relation de long terme	62
3.5. Estimation de la relation de court terme.....	63
3.6. Validation du Modèle	63
Conclusion	64
Conclusion Générale.....	65
Bibliographie	67
Annexes	69
Résumé.....	73

Introduction générale

La stabilité des prix constitue l'objectif prioritaire de la plupart des Banques Centrales modernes qui affectera positivement sur la croissance économique des pays, mais les fluctuations de la production globale et de l'inflation semblent avoir fondu dans plusieurs pays industrialisés, que même ce dernier semble qui est un phénomène politique et social qui demeure être un handicap majeur à la croissance économique des pays. L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par la hausse cumulative d'un niveau générale des prix des biens et services, Ce phénomène n'est probablement pas né d'hier, mais un sujet qui as était et continue d'être préoccuper aussi bien par les économistes et les politiciens.

En outre, l'inflation est un phénomène problématique, le plus important de notre temps parce qu'elle touche à des degrés divers non seulement tous les pays du monde, mais aussi les catégories sociales et professionnelles d'une nation et qu'elle s'observe notamment dans la plupart des marchés, ces crises varient d'un pays à l'autre surtout lorsque l'on compare entre les économies avancées et celles émergentes ou en développements. Elle affecte principalement les fonctions d'unité du compte et de réserve de valeur de la monnaie, Les périodes prolongées de forte inflation résultent souvent de politiques monétaires Si la masse monétaire s'accroît trop par rapport à la taille de l'économie, la valeur unitaire de la monnaie diminue ; autrement dit, son pouvoir d'achat baisse et les prix augmentent. C'est ce rapport entre la masse monétaire et la taille de l'économie qui fonde la théorie quantitative de la monnaie qui est apparu des siècles en arrière.

Du point de vue historique, c'était, au moment où l'Empire romain d'Occident traversait une grave crise économique et politique, la hausse du prix des denrées et des rémunérations fut considérable ; elle était associée à une dépréciation de la monnaie romaine provoquée par la raréfaction de l'or et de l'argent, remplacée par une « mauvaise monnaie » en cuivre, étain et plomb. En 301, l'empereur Dioclétien tenta de réglementer les prix : l'« édit du Maximum » prévoyait la peine de mort pour ceux qui augmentaient abusivement les prix. Puis Constantin (306-337) réalisa une réforme monétaire en créant de nouvelles espèces d'or et d'argent pour rétablir la confiance dans la monnaie impériale. Durant les temps féodaux (XIe-XVe siècle), les prix agricoles et ceux des produits

Introduction générale

artisans tendirent à augmenter. Les premiers économistes qui se sont penchés sur les causes de la hausse des prix. Ce fut le cas de Jean Bodin au XVI^e siècle, qui attribua à l'afflux d'or et d'argent en provenance d'Amérique la « cherté de toutes choses », bien qu'il n'ait pas limité son analyse au rôle de la monnaie en elle-même. Au XVII^e et XVIII^e siècles, William Petty, John Locke, David Hume, puis David Ricardo au début du XIX^e siècle systématiseront l'explication des variations du niveau des prix nominaux par celles de la masse monétaire. Selon Ricardo, la valeur globale des marchandises à échanger est déterminée par le stock de métal disponible : la hausse des prix ne peut provenir que d'une augmentation de ce stock, ou de la multiplication des moyens de paiement représentant chacun un poids réduit d'or ou d'argent. Dans le premier cas, la hausse du prix des marchandises réduit le pouvoir d'achat d'une monnaie surabondante, alors que dans la seconde dépréciation des espèces sanctionnent le fait qu'elles représentent un équivalent or inférieur.

Ces analyses conduisirent à l'une des formalisations les plus courantes des mécanismes inflationnistes : La théorie quantitative de la monnaie, qui sous diverses formes reste un pilier des théories de l'inflation...

L'une des plus vieilles hypothèses de la science économique beaucoup des théories néoclassique, keynésienne et Friedmaniene se sont intéressées, mais leurs avis divergent quant à son origine. Pour les auteurs néoclassiques, le niveau général des prix de la quantité totale d'argent en circulation, cela se voit à travers « théorie quantitative de la monnaie » qui affirme que l'évolution de la masse monétaire doit être corrélée à l'évolution du volume de la production. Pour Keynes, l'augmentation du volume de la monnaie en circulation n'est qu'une cause apparente de l'inflation.

Il affirme que l'erreur des néoclassiques est de considérer (T) comme le niveau d'activité du plein emploi. Pour lui ce n'est que lorsque le niveau de la production T_a atteint son niveau de plein emploi que la théorie quantitative est vérifiée. Pour Friedman, l'inflation est un phénomène purement monétaire, il affirme que plus une économie est liquide, plus le risque d'inflation est élevé. C'est ce qui s'est passé en 2008 à l'échelle mondiale avec l'inflation des prix alimentaires et énergétiques propagé d'un pays à l'autre par la voie du commerce international. Parfois, le gouvernement peut fixer les prix directement comme

Introduction générale

certaines l'ont fait pour éviter la répercussion de la hausse des prix alimentaires et énergétiques.

Cette fixation administrative des prix entraîne généralement une augmentation considérable des subventions publiques pour compenser la perte de revenus des producteurs. Les Banques centrales n'ont pas une tâche facile du fait que c'est l'organe qui émet et contrôle la masse monétaire en circulation, elles sont obligées de garantir la stabilité des prix c'est-à-dire s'assurer que le taux de variation des prix est faible et régulier car l'instabilité des prix est une source d'incertitude qui fausse le processus de décision économique et entrave la croissance économique L'inflation est un phénomène classique, observable dans de nombreux pays, ou l'Algérie fait partie de ces pays touchés par ce phénomène complexe surtout après sa transition d'un modèle de développement de type socialiste axé sur la planification centralisée, où les prix étaient fixés par l'Etat vers l'économie du marché. Elle enregistre beaucoup d'effets négatifs. Cela a mené les autorités à mettre en œuvre un ensemble de politiques de lutte contre ce phénomène, la plus utilisée en Algérie est la politique monétaire, dans le but de maintenir la stabilité des prix, autrement dit, de réaliser une progression limitée de l'indice des prix à la consommation, un objectif difficile à réaliser.

L'objectif que nous assignons au présent travail est d'étudier Les Principales causes de la naissance d'inflation en Algérie.

Cet objectif est traduit par la question suivante : Quelles sont les causes structurelles de la naissance et persistance de la spirale inflationniste en Algérie depuis 1962 jusqu'aujourd'hui ?

Cette question centrale nous conduits a poser des questions suivantes :

Quelles sont les causes de l'inflation en Algérie ?

Quelles sont les déterminants de l'inflation en Algérie ?

Pour nous faire guider dans la tâche de répondre au questionnement posé ci-dessus, nous avons formulé les hypothèses suivantes :

Hypothese1 : une augmentation de la masse monétaire a un effet positif sur le niveau des prix

Hypothse2 : une hausse de la consommation finale a un impact sur le niveau des prix.

Introduction générale

Dans le souci de vérifier ces hypothèses et avoir la réponse à notre problématique nous avons opté un cadrage théorique il s'agit de faire d'une part une revue de la documentation pertinente autour de la littérature la plus récente possible et une démarche empirique basée sur l'analyse économétrique.

Pour l'élaboration de notre travail, nous l'avons scindé en Trois chapitres :

Le premier chapitre consiste à l'étude de l'inflation dans son Historique et sa définition, typologies, ainsi ces mesures, dans ces causes et conséquence et la politique monétaire.

Dans le deuxième chapitre consiste à présenter l'évolution de l'inflation en Algérie depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui, ainsi que les politiques mobilisées pour lutter contre ce phénomène.

Le deuxième chapitre consiste à l'étude de L'évolution et les causes structurelles de la naissance et persistance de la spirale inflationniste en Algérie de 1962 à nos jours qui sera présenté par deux sections. Le troisième Chapitre, consacré à l'étude économétrique des déterminants de l'inflation en Algérie à travers un modèle économétrique avec l'utilisation de logiciel Eviews.

Nous terminerons par une conclusion générale, dans laquelle nous exposerons les résultats les plus importants.

Chapitre I : L'approche théorique sur l'inflation

Introduction

Les fluctuations de la production globale et de l'inflation semblent avoir fondu dans plusieurs pays industrialisés, ce phénomène est devenu problématique, le plus important de notre temps parce qu'elle touche à des degrés divers non seulement tous les pays du monde, mais aussi les catégories sociales et professionnelles d'une nation, à ce titre c'est apparue que ça reviens même au XVIe siècle et malgré tous les modes de régulation auxquels les économistes, politiciens . . . ont démontré par leurs recherches et travaux mais elle touches notamment la plus parts des pays aujourd'hui c'est donc un handicap majeur à la croissance économique des pays.

Dans ce chapitre, on va présenter l'approche théorique de l'inflation ou nous allons aborder dans la première section l'histoire de l'inflation, ensuite, la deuxième section sera consacrée sur généralité de l'inflation commençant par La définition et quelques notions de base de l'inflation et on par les modes de régulation de l'inflation.

Section 01 : historique de L'inflation

Les hausses des prix sont, sans doute, aussi vieilles que le monde, L'inflation fait partie de l'économie depuis toujours.

C'est qu'au XVIe siècle que se manifeste la première grande inflation européenne : la hausse des prix du blé et, la plupart des autres produits, elle se diffuse rapidement en Espagne et à l'ensemble de l'Europe, qui sera affectée d'épisodes inflationnistes récurrents jusqu'à la fin du XVIIe siècle : entre 1500 et 1600. Les prix ont été multipliés par cinq en Andalousie, et par deux en Angleterre.

Par la suite les guerres, les révolutions et les changements de régime politique sont souvent précédés par des hausses de prix, la plus marquante ayant été, en France, celle de la fin de la période révolutionnaire, dont le traumatisme n'a pas peu compté dans le rétablissement de l'ordre « bourgeois » du Directoire, puis du Consulat et de l'Empire, et dans la décision de créer, en 1802, la Banque de France. À la fin du XIXe siècle, après une longue période, sous l'étalon or, de stabilité à long terme du niveau général des prix dans presque toutes les régions du monde, les prix repartent à la hausse : la Belle Époque et les années qui précèdent la Première Guerre

mondiale sont, une fois encore, marquées par une accélération durable de l'inflation, dans tous les pays développés.

Après la Première Guerre mondiale l'inflation se manifeste en Europe. En effet, quelques années après la signature d'un traité de paix à Versailles les États issus de l'éclatement de l'Empire austro-hongrois et l'Allemagne connurent de violentes poussées inflationnistes, que l'on qualifia « d'hyperinflation » : en Allemagne, les prix des denrées augmentent de façon étourdissante, l'indice des prix de gros étant multiplié par plus de sept milliards entre juillet 1922 et novembre 1923.

La décennie suivante, ouverte par le krach boursier de Wall Street, en octobre 1929, et close avec l'entrée des pays européens dans ce qui allait devenir la Seconde Guerre mondiale, sera, au contraire, marquée par de sévères et durables déflations, accompagnées, dans tous les pays développés, d'un chômage de masse. Après la Seconde Guerre mondiale, les pays vaincus ont été frappés par l'inflation notamment l'Allemagne, et les pays « émergents » d'Amérique latine, dans les années 1970 et 1980. L'inflation s'est située en moyenne entre 2.

Section 02 : Généralité sur l'inflation

2.1. Définition de quelques notions sur l'inflation

Étymologie : du latin inflare, enflé, gonflé. Le terme inflation désigne une augmentation durable, générale, et autoentretenu des prix des biens et des services. Dans toute économie, il existe une correspondance entre ce qui est produit (localement ou importé) et la monnaie en circulation. Le niveau général des prix est l'expression de cette correspondance.

La perte de pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix", se distingue par un phénomène appelé « Inflation » est donc due de la hausse des coûts de la vie, la perte de valeur des unités monétaires affecte l'économie nationale dans son ensemble.

Ce phénomène se signale par une hausse de prix, mais toute hausse de prix n'est pas synonyme d'inflation. Une hausse de prix est toujours équivoque. Cette dernière peut être l'émanation d'une pénurie momentanée, d'une augmentation de la demande, d'une hausse localisée sur quelques marchés.

L'inflation est un accroissement général, durable et structurel du niveau des prix elle commence quand le processus de hausse de prix devient cumulatif et incontrôlable. La dimension la plus importante dans l'inflation est d'ordre psychologique. L'inflation offerte sur le marché, est souvent accompagnée d'une conséquence qui affectera une diminution progressive du pouvoir d'achat de l'unité monétaire, elle désigne ainsi un phénomène économique qui se traduit par une dépréciation de la monnaie combinée à une hausse générale des prix, dû à un déséquilibre entre l'offre et la demande globale des biens et des services disponibles sur le marché.

Ces différentes définitions reprennent les caractéristiques essentielles, notamment la manifestation d'un déséquilibre économique qui peut être durable, et caractérisé par une hausse générale des prix, le mécanisme monétaire qui doit tenir compte à un moment donné, de l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie et le processus économique avec l'ensemble de concepts qui s'y réfère et dont le comportement n'est pas stable.

En effet, Plusieurs définitions ont été proposées sur l'inflation. Elle est définie tantôt par ses causes, Tantôt par ses manifestations ou encore par ses conséquences.

Concepts liés à l'inflation

La déflation : C'est l'inverse de l'inflation, une baisse générale et durable des prix lorsque la productivité baisse relativement au revenu, est une condition des prix en baisse, accompagnée d'un niveau décroissant de l'emploi de la production et du revenu.

La désinflation : la désinflation est "la baisse de l'inflation (une baisse du taux d'accroissement du niveau moyen des prix. Quelle est la différence entre la déflation et la désinflation ?

La déflation est l'inverse de l'inflation, c'est-à-dire une baisse durable et généralisée des prix. La déflation doit ne pas être confondue avec la désinflation, qui désigne une diminution du taux d'inflation (c'est-à-dire un ralentissement du rythme l'inflation.

La stagflation : La stagflation est la situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation. Cette situation est souvent accompagnée d'un taux de chômage élevé.

2.2. Types et formes d'inflation

L'inflation galopante ou hyperinflation

L'inflation galopante (hyperinflation) est donnée lorsque la dépréciation monétaire se produit rapidement et sur de courtes périodes. Elle se manifeste par une dépréciation de la valeur de la monnaie pouvant conduire à l'effondrement du système monétaire qui n'est pas un stimulant à l'investissement et à la croissance. L'hyperinflation se définit comme une érosion monétaire ou inversement une hausse des prix dépassant 30 L'hyperinflation naît de circonstances troublées ou l'Etat devient incapable. Il n'est politiquement ou techniquement pas en mesure d'augmenter les taux de prélèvement ou les assiettes taxables. Une telle situation décourage l'épargne et rend plus difficile le financement des investissements ainsi, le rythme de la croissance économique pourrait s'en trouver ralenti.

Inflation réprimée ou freinée

Politique gouvernementale visant à freiner la hausse des prix afin de maîtriser l'inflation. Les premières interventions de l'État dans ce secteur datent de la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle le contrôle des prix a été instauré pour éviter que la pénurie ne se révèle trop injuste socialement.

L'inflation rampante ou lente

C'est celle qui se caractérise par une élévation lente du niveau moyen des prix ; de quelques points de pourcentage par an, ne constitue pas une menace grave pour le progrès économique et social. Les agents économiques se voient obligés de vivre sans ajustement ni fluctuation remarquable ainsi, l'inflation rampante peut stimuler l'activité économique. Elle se caractérise donc par de petites augmentations constantes des prix. L'ampleur de la dévaluation monétaire est donc relativement faible. L'inflation rampante est un phénomène typique de notre époque.

L'inflation ouverte

Dans le cas d'une inflation ouverte, le processus de dévaluation monétaire est perceptible car les prix augmentent visiblement. L'attente d'une hausse des prix entraîne une augmentation de la demande de la part du consommateur et une retenue de la part de l'entrepreneur. Une pénurie de biens et une augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie entraînent un processus de dépréciation monétaire en constante augmentation.

L'inflation cachée

Dans le cas de l'inflation cachée, seuls les symptômes de l'inflation ouverte sont supprimés par les mesures gouvernementales. La hausse des prix est cachée par un gel des prix, qui empêche les prix d'augmenter. La pénurie de biens est compensée par le rationnement des biens et des démarrages de production. La demande excédentaire ne peut être éliminée par les mesures susmentionnées. Des « marchés noirs » se forment, où les prix sont formés librement, contrairement aux réglementations gouvernementales

Inflation importée

Dans le cas de l'inflation importée, l'inflation est liée aux pays étrangers et au commerce extérieur. On distingue deux causes :

Les excédents d'exportation créent des excédents de la balance des paiements L'afflux de fonds en provenance de l'étranger n'est pas compensé par une augmentation de l'offre de biens dans le pays. Si, en outre, les taux d'intérêt sont plus élevés qu'à l'étranger, le taux d'intérêt plus élevé attire les capitaux étrangers et augmente ainsi l'excédent de la balance des paiements. Ces deux événements peuvent se produire individuellement ou ensemble.

Cet effet peut être renforcé si des tendances inflationnistes prévalent à l'étranger. Le producteur national peut alors souhaiter élargir son offre à l'étranger au détriment de l'offre nationale ou obtenir les mêmes revenus chez lui qu'à l'étranger en augmentant les prix. En outre, il serait toujours possible d'accroître les exportations en augmentant la capacité en cas de plein emploi ou de suremplei. Il en résulte à nouveau une augmentation de l'argent dans le pays exportateur, causée par le déséquilibre entre l'exportation et l'importation.

2.3. Caractéristiques et principales sources d'inflation**Inflation par l'offre et par la demande**

L'inflation par la demande se manifeste dans une économie lorsque la demande des biens et services est supérieure à l'offre, qui veut dire, cette augmentation de demande ne peut être satisfaite que par une augmentation correspondante de l'offre. Cet excès de demande est parfois dû à l'augmentation des dépenses publiques en vue de financer les distributions de revenus.

Cet accroissement des revenus peut être bénéficié par les ménages grâce à un excédent de la balance de paiements. Ce type d'inflation persiste dans un pays quand la consommation est supérieure à la production disponible.

L'insuffisance de l'offre à s'adapter à la demande provient généralement du manque ou faiblesse de capacité de production. Cette incapacité de produire se caractérise par l'insuffisance voire l'inexistence de formation de la main d'œuvre.

Inflation par les coûts ou push inflation

L'inflation par les coûts est causée par une hausse autonome des divers coûts de la production dans la fabrication des biens tout au long du processus de production, Cette hausse touche généralement les différents éléments des coûts tant sur le plan humain que technique. On parle souvent d'une inflation par les salaires lorsque les syndicats ou même directement les ouvriers demandent une certaine augmentation de salaires à leurs employeurs. Devant une certaine hausse de prix des biens de première nécessité, il existe une perte de pouvoir d'achat interne suite à un tel fait, les ouvriers voudraient un salaire plus élevé.

C'est l'une des raisons de cette demande d'augmentation de salaires. Des entrepreneurs acceptent d'augmenter le salaire de leurs employés, ce fait va sûrement entraîner une tentation pour les autres secteurs d'augmenter également les leurs ou à faire des alignements des salaires sur la catégorie Sociales plus favorisées.

Cette augmentation de Revenu des employés ainsi que celle du coût de la main d'œuvre entraînent les entreprises à relever à leur tour les coûts unitaires de leurs produits. Sinon sur le plan technique, une hausse continue des prix des matières premières des entreprises pourrait créer l'inflation supportée par tous les agents économiques.

Inflation et monnaie

La monnaie constitue l'un des facteurs de la hausse générale des prix. Quelques économistes ont fait des analyses sur l'inflation et la monnaie, C'est ainsi, que la masse monétaire connaît une hausse plus importante que la production des biens et services. La masse monétaire est l'ensemble des moyens de paiement directement utilisable sur l'étendue du territoire, Elle se compose de la monnaie fiduciaire (billet de banques), de la monnaie scripturale (monnaie née des jeux d'écritures dans les banques) et enfin des disponibilités « quasi-monnaies » (comptes sur livret, Bon de caisse). Cet accroissement trop rapide des quantités de monnaie, caractérisant l'état d'inflation, reste toujours un sujet très intéressant et un problème majeur pour l'économie nationale d'un pays. Plusieurs facteurs peuvent provoquer cette expansion de la masse monétaire dans le monde. Une augmentation des réserves internationales

aussi a des conséquences directes sur la masse monétaire d'un pays en élargissant la base monétaire, Et d'autre part, un gonflement de la demande globale sur un marché peut être aussi provoqué par une expansion de la masse monétaire. Cette hausse de demande globale se traduit par une poussée de la demande d'importation laquelle tendra à faire monter les prix des produits d'importations et à transmettre à d'autres pays les tensions et difficultés apportées par la demande et la hausse de prix et la hausse de prix.

2.4. Les Mesures de l'inflation

Deux indicateurs figurent en rang des indicateurs économiques les plus utilisés pour mesurer l'inflation.

L'indice des prix à la consommation (CPI, consumer Price index) et l'indice des prix à la production PPI.

IPC : l'instrument de mesure de l'inflation qui permet d'estimer entre deux périodes données la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages.

$$I_{CPI} = \frac{\sum I p_1 q_0}{\sum I p_0 q_0}$$

I → représente les biens entrant dans l'indice.

P1 → représente les prix à la date courante.

P0 → représente les prix à la date précédente.

Q1 → représente la quantité a la date courante.

Q0 → représente la quantité a la date précédente.

Les inconvénients de l'IPC

Problème de substitution : il repose sur l'hypothèse que le panier des biens représentatifs est variant, les consommateurs se tourneront de préférence vers les biens moins chers en substituant aux biens dont le prix a augmenté dans le cas où les prix évoluent.

Problème des biens nouveaux : la composition du panier est en principes fixée une fois pour toutes, il ne peut prendre en compte les biens nouveaux.

Problème de l'évolution de la qualité des biens : grâce à l'amélioration des biens, on remplace les biens anciens par les des biens de meilleure qualité.

IPP : mesure la variation des prix des producteurs nationaux en gros, c'est un indicateur qui permet de calculer l'inflation avant que les biens n'arrivent aux consommateurs.

Son utilité

Mesure globale d'inflation, il prend compte l'inflation sur toutes les étapes de production ce qui permet d'intégrer l'inflation sur les biens importés et matières premières.

Indicateur privilégié des banques centrales vu que c'est une mesure brute du niveau de l'inflation, il joue un rôle dans l'évolution des taux d'intérêts.

Indicateur avancé : IPP est le premier rapport sur l'inflation du mois publié avant IPC.

Si ces deux indicateurs s'intéressent à l'évolution des prix d'un panier de biens et services, l'IPC s'intéresse à la consommation des ménages alors que l'IPP s'intéresse aux biens à leurs sorties d'usine.

DEFLATEUR DU PIB : est un indice du prix de toutes les composantes du PIB, c'est le rapport entre le PIB nominal et le PIB réel le tout multiplié par 100.

$$\text{Déflateur de PIB} = \text{PIB Réel} / \text{PIB Nominal} * 100.$$

Le PIB nominal : est la valeur des biens et des services finals produits au cours d'une année donnée au prix pratiqués cette année-là.

Le PIB réel : la valeur des biens et des services finals produit au cours d'une année calculée en prix constant.

Comment mesurer l'inflation ?

Chaque ménage a des habitudes de consommation différentes et c'est leurs dépenses moyennes qui déterminent le poids des différents biens et services dans la mesure d'inflation.

Cette mesure prend en compte tous les biens et services (biens courants, durables ou services). Tous les biens consommés durant l'année considérée sont représentés par un panier chacun à un prix qui peut varier dans le temps, le taux d'inflation annuel est obtenu en comparant le prix total du panier au cours d'un mois donné à celui relevé pour le même mois l'année précédente.

C'est-à-dire

Le taux d'inflation : la variation en pourcentage de l'indice des prix sur une période donnée. Exemple : prix moyen du panier est passé de 100 à 105 l » inflation est $(105-100)/100=5\%$

$$\text{Inflation} = \frac{\text{IPC}_{t+1} - \text{IPC}_t}{\text{IPC}_t}$$

La mesure de l'inflation au niveau de la consommation en Algérie

En plus d'un indice des prix de gros des fruits et légumes, l'ONS produit mensuellement:

L'IPC d'Alger (couvrant 11 secteurs géographiques, dont le grand Alger et Ain Benin) avec pour base de calcul l'année 2001 en considération d'un panier de biens et services tiré de l'enquête nationale sur la consommation des ménages de 2000 qui a sondé 12150 ménages (261 articles représentés par 791 variétés sélectionnées sur la base de critères tels que la dépense annuelle, la fréquence de la dépense, l'utilité)

L'IPC national élaboré selon la même démarche à partir de l'observation des prix auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs du territoire national et répartis selon les strates géographiques de l'enquête sur les dépenses de consommation. Un indice des prix annuel est également calculé.

2.5. Les Théories d'inflation

Analyse classique et néoclassique

Attribué à Bodin en 1568 la théorie l'équation générale de transactions : $M.V=P.T$ représente la masse monétaire

V représente la vitesse de circulation de la monnaie P représente la moyenne pondérée des prix.

T représente le volume des transactions.

Une nouvelle formule représentée par IRVING FISHER en 1911 ou il intègre la monnaie Scripturale : $M.V+M'.V'=P.T$

Avec :

M représente la masse de monnaie scripturale (dépôts), M la masse de monnaie fiduciaire et V les vitesses de circulation de ces deux stocks monétaires. Cette équation souligne qu'une augmentation de la quantité de monnaie provoque une hausse du niveau Générale des prix.

La formulation de Marshall et Pigou (école Cambridge)

La formulation de la théorie quantitative de monnaie par Marshall et Pigou appelé équation de Cambridge dû à une transformation de l'équation de Fisher en fonction de la demande de monnaie M liée au revenu Y.

$$M/P = K \cdot Y$$

Sachant que :

P niveau général des prix.

M masses monétaires.

M/P la valeur réelle de la masse monétaire.

Y le revenu réel de la masse monétaire.

K ensemble des encaisses désirées.

Cette équation nous dit que la demande d'encaisses réelle des agents est proportionnelle au revenu réel en proportion K.

Analyse monétariste

Friedman constitue le modèle le plus complexe de l'école de Chicago pour lui la manipulation de la masse monétaire est effectivement active sur l'économie, mais seulement a cours terme et dans un sens négatif, soit en stimulant le système économique en cas d'excès soit en l'étranglant en cas défaut.

L'approche keynésienne

Selon Keynes la fonction de la demande de la monnaie chez les classiques reste incomplète et considère que les agents économiques détiennent la monnaie par trois motifs:

Précaution : les agents ignorent l'avenir l'une des raisons de l'épargne dans le but de diminuer le risque.

Transaction : les individus demandent de la monnaie afin d'échanger.

Spéculation : consiste à acheter un actif pour le revendre en espérant réaliser une plus-value.

La nouvelle économie classique

Pour les nouveaux classiques, les agents économiques sont rationnels et tiennent compte du niveau d'inflation dans leurs calculs de salaires, ils réclament une augmentation de leurs revenus selon l'augmentation des prix.

2.6. Les causes, conséquences et les modes de Régulation d'inflation**Les Causes de l'inflation**

Le Phénomène de l'inflation est un sujet de nombreuses controverses entre économistes, le débat porte sur les conséquences qui sont parfois considérés positives comme sur les causes ainsi, qui sont justifier notamment par l'incidence concrète de ce phénomène sur l'ensemble de la population, ces controverses se nourrissent des interrogations concernant les mesures à prendre pour la contenir et sur le degré d'interventionnisme étatique nécessaire pour ce faire. L'inflation est donc un phénomène sensible dans tous les sens du terme en effet, chacun d'entre nous se rend compte que les prix ont une tendance naturelle à augmenter, Les causes les plus souvent admises en matière d'inflation sont les suivantes :

Inflation monétaire (augmentation excessive de la masse monétaire) : une trop grande quantité de monnaie est émise par l'Etat ou les banques ou à l'inverse, une trop faible demande de la monnaie survient.

Inflation par la demande (demande supérieure à l'offre de biens et services disponibles) : la demande d'un produit ou d'un service essentiel excède l'offre, et les producteurs augmentent leurs prix car ils ne peuvent ou ne veulent augmenter la production.

Inflation par les coûts : le coût d'un produit essentiel augmente de façon notable, ce qui a des répercussions sur les coûts des autres produits ou services (par exemple, la hausse du cours du pétrole à partir de 1973) ; augmentation des coûts de production (salaires vs productivité, matières premières, énergie. ..).

Hausses structurelles (défaut de concurrence, prix administrés. ..).

Causes psychologiques et phénomènes d'anticipation pouvant générer une spirale inflationniste.

Indexation : des accords ou des règles de toutes sortes lient les prix de différents biens et services, avec délais (le temps de publier l'indice correspondant, par exemple).

Si le prix d'un élément essentiel augmente, tous les autres suivent mécaniquement, et les effets retard mettent en place une boucle de rétroaction, un cercle vicieux, chaque effort pour combler la différence créée n'ayant comme seul effet que de mettre en place la prochaine hausse (comme un animal qui courrait après sa queue).

Panique monétaire : la monnaie utilisée est aujourd'hui essentiellement du papier ou du métal sans autre usage, et donc sans autre valeur que celle attachée à la confiance des utilisateurs. Si, pour une raison quelconque, ils se persuadent que la monnaie va perdre de sa valeur, on assistera parallèlement à une chute sur le marché de change et à une forte inflation, qui validera l'anticipation inflationniste et la renforcera.

Les Conséquences de l'inflation

L'inflation agit sur l'ensemble des parties prenantes économiques, avec des effets plus ou moins prononcés selon qu'elle est forte ou modérée. D'une manière générale :

Elle est défavorable aux détenteurs des valeurs monétaires concernées, créanciers imprévoyants, exportateurs et leur chaîne de fournitures, investisseurs victimes d'illusion monétaire.

Diminue les ressources des titulaires de revenus fixes (épargnants, créanciers. . .), car les taux d'intérêt qui les rémunèrent sont inférieurs à l'inflation.

Déséquilibre les échanges avec l'étranger.

Peut provoquer une crise sociale si les salaires ne suivent pas.

Elle est favorable aux détenteurs d'actifs et de stocks, créanciers ayant fait preuve d'anticipation, débiteurs, importateurs et acheteurs de produits importés

Allège la dette des débiteurs (par exemple, celui qui a emprunté pour acheter un logement)

Profite à ceux qui bénéficient de revenus indexés sur l'inflation.

L'inflation peut se présenter sous trois (3) degrés d'intensité

La tension inflationniste : on y assiste à un fort déséquilibre entre les offres et les demandes.

La pression inflationniste : elle se traduit constamment et sensiblement par la hausse des prix.

Le choc inflationniste : l'inflation paraît plus rapide et très importante. Elle est généralement due par une haute conjoncture, une pénurie de produits de base pour les producteurs, par l'effet d'une crise mondiale et par une certaine dévaluation monétaire.

Inflation et crises sociales : Les hausses des prix réalisées dans le secteur de l'alimentation, particulièrement, des hausses touchant les produits de première nécessité (PPN) sont directement ressenties par les ménages.

La hausse des prix pénalise souvent les catégories sociales les plus démunies et les fait vivre dans la misère. L'inflation réduit la portée effective de la lutte entreprise pour lutter contre la pauvreté.

Effet inflationniste sur le revenu : Toutes ces catégories sociales ne sont pas affectées de la même façon par l'inflation puisqu'elles reçoivent des revenus différents les unes des autres. Tous les revenus ne sont pas effectivement indexés d'une manière égale sur les prix. Les gens qui n'en bénéficient beaucoup en souffrent les plus.

Inflation et échanges extérieurs : Lorsque l'inflation persiste, elle peut avoir des impacts sur les échanges notamment extérieurs.

La montée généralisée des prix détériore la balance commerciale en la rendant déficitaire. Un niveau élevé des prix intérieurs a pour conséquence la préférence des importations aux exportations. Ils achètent des produits étrangers car ils ont l'habitude de chercher les marchés à bas prix, Et dans ce cas, le volume de la demande extérieure paraît à la baisse ce qui entraîne une faible compétitivité des produits nationaux. L'économie ne s'améliore pas en conséquence devant ce déficit de la balance commerciale, Et cela conduit dès fois les gouvernements ou les dirigeants à s'endetter auprès des pays étrangers, pour découvrir la perte provenant d'une intensification des importations

Inflation met en péril la croissance : Elle peut favoriser la croissance d'un pays si l'excédent de la monnaie en circulation est utilisé principalement à des fins d'investissement productifs ou de projets d'infrastructures. Sinon, elle ne fait que ralentir la croissance économique avec tous ces problèmes existants durant la période d'inflation, a cela s'ajoute des conséquences sociales liées au travail qui met l'économie dans une risque de chômage lequel tend également à s'aggraver.

Dépréciation et dévaluation monétaire suite à l'inflation : L'inflation ou une hausse générale des prix correspond à une baisse du pouvoir d'achat monétaire. De ce fait, la monnaie commence à perdre sa valeur puisqu'elle ne fait que nous procurer une quantité réduite de biens. D'ailleurs, si le coût lié à l'importation semble très élevé, ceci peut se finir par une hausse des prix des biens importés, proportionnellement à l'augmentation du coût. Et dans un tel cas, la monnaie se déprécie par rapport aux devises puisque les importateurs seront obligés de disposer beaucoup de quantité de monnaie nationale pour acquérir des biens étrangers.

Régulation d'inflation (les moyens de lutte contre l'inflation)

La diversité des origines du processus inflationniste conduit les pouvoirs publics à mettre en place des instruments pour lutter contre les causes de l'inflation.

La politique monétaire : La première lutte qui vise à freiner l'inflation c'est la politique monétaire. Elle est utilisée dans le but de réduire la croissance de la masse monétaire, réduire la masse monétaire est importante dans un pays puisque son accentuation dans une économie entraîne une hausse généralisée des prix

La Banque Centrale est le premier responsable de l'application de cette politique afin de faire baisser le volume de la monnaie en circulation, il faut chercher tous les moyens et possibilités afin d'opter un taux directeur plus élevé. Tant que le taux proposé par la Banque est élevé, c'est évident que les Banques primaires vont imposer à leur tour un taux élevé pour ne pas se trouver dans la situation de perte et pour éviter tous les problèmes de liquidité bancaires.

Si les Banques primaires empruntent ou font une demande de liquidités auprès de la Banque Centrale, celles-ci vont rembourser un énorme montant avec un taux de réescompte plus élevé. De ce fait il existe déjà un moyen de réduire les liquidités disposées par les Banques et elles vont limiter les crédits accordés au profit des emprunteurs. Par ailleurs, la banque centrale doit imposer aux Banques un taux de réserves obligatoires très significatif. En d'autres termes, elles sont contraintes de déposer une énorme partie de leurs liquidités auprès de la Banque Centrale pour éviter un manque total de liquidités et une cessation de leurs activités.

Avec un taux élevé, on pourrait si facilement attirer les déposants à placer leur argent. Cependant, les gens ayant l'habitude d'emprunter auprès des Banques craignent le fait qu'ils

n'arrivent plus à honorer leurs engagements envers les prêteurs, c'est à dire de rembourser les Banques.

La Banque centrale est appelée à adopter une politique d'« Open Market » pour reprendre des liquidités en vendant des titres.

La politique budgétaire

C'est un instrument utilisé en vue de réduire directement la croissance de la demande globale. La politique budgétaire peut être efficace pour résorber les tensions inflationnistes. Ainsi, plusieurs moyens peuvent être apportés à cette fin : une augmentation des impôts : Une augmentation du taux de l'impôt réduit le revenu d'un montant plus élevé que sa cause et entraîne à son tour une diminution de demande.

Une fois que la demande diminue, l'offre devient suffisante pour la satisfaire. La politique budgétaire comporte cependant des limites à savoir qu'il n'est pas facile d'augmenter les impôts.

La politique de revenu et de la concurrence

Pour stimuler la concurrence entre les producteurs, ils sont obligés d'informer les consommateurs tout en affichant par exemple les prix de leurs produits. Comme le prix est affiché, les consommateurs sont libres de se rendre vers les magasins où il y a un prix qui leur convient, et puis de choisir. et il y a aussi le système d'un blocage des prix, l'application d'une politique contractuelle visant une modération de la hausse des salaires ou des prix et le contrôle des prix qui sont tous en fin des régimes possibles des prix.

Quant à la politique de revenus, elle constitue un aspect différent, C'est une politique de répartition et de distribution des revenus qui vise à contribuer à la réalisation d'une expansion rapide et équilibrée, en maintenant le plein emploi et en prévenant des distributions excessives ou insuffisantes des revenus dans une économie ouverte.

L'application de cette politique présente également des difficultés. C'est difficile à mettre en œuvre car elle suppose une connaissance de tous les revenus. De ce fait, elle se risque dès fois de se transformer en des seuls revenus bien connus. Une autre manière pour stimuler la concurrence c'est de favoriser les importations. Si les producteurs voient que les consommateurs préfèrent des produits domestiques aux produits étrangers, ils sont contraints de réduire leurs prix en vue d'inciter la demande intérieure des consommateurs.

La politique structurelle d'accroissement de l'offre

C'est une lutte contre l'insuffisance de la quantité produite, Pour ce faire, les producteurs devraient disposer des moyens financiers suffisants pour accroître les investissements dégagant des gains de productivité. Tant que les facteurs de production disponibles sont suffisants, ils deviennent capables de réaliser une énorme quantité de production et donc en mesure d'améliorer leur productivité. Et si les entreprises dégagent de leur meilleure exploitation une marge de profit élevée, il serait facile pour eux d'assurer l'autofinancement tout en Possédant des ressources financières propres à elles-mêmes.

Conclusion

L'inflation engendre des déséquilibres sociaux, elle provoque les détenteurs de revenus fixes et elle diminution du pouvoir d'achat. Ces causes sont multiples car elles sont reliées aux facteurs qui influencent la demande et l'offre globale à court terme et dans une perspective à plus long terme l'inflation est considérée comme un phénomène monétaire.

L'intérêt du chapitre était de présenté les différents concepts de l'inflation (la définition les mesures, les théories,.) et plus précisément d'éclairer

Chapitre II : l'évolution de l'inflation en Algérie (1962-2021)

Introduction

Il faut savoir que l'Algérie a de tout temps été colonisée par les Byzantins, Romains, Arabes, Turques et Français se sont succédé au fil des siècles, La France n'est que le dernier colonisateur en date !

Cette colonisation Française a été parmi les colonisations les plus violentes de l'histoire moderne qui a donc profondément bouleversé les structures économiques et sociales de l'Algérie, et qui a été ainsi une colonisation du peuplement fondée sur l'exploitation « éhontée » des ressources aussi bien humaines que naturelles.

L'économie Algérienne s'est transformée au fil des années, encore avec les différentes phases au qu'elle s'est affrontée, on peut encadrer l'économie Algérienne par deux Période essentielle :

Première période : Economie Administrée (1962-1988)

Deuxième période : Passage à l'économie du marché (1988-2022).

Section1 : Système de planification économique Algérien (1962-1988)

L'Algérie devient indépendante à l'issue d'une guerre de 8 ans contre la présence coloniale française, une présence qui dura un siècle et 32 ans, et qui prit fin officiellement le 5 juillet 1962.

Au lendemain de L'indépendance, L'Algérie hérita une économie structurée en fonction des seuls intérêts économiques de la métropole et de la minorité d'européens vivants sur le sol algérien.

Le pacte colonial, qui est le régime commercial imposé par la France à l'Algérie au lendemain de la conquête, a contribué à façonner une économie dépendante, complètement subordonnée aux intérêts de la métropole (un monopole commercial Générer par la métropole française). L'Algérie indépendante a hérité d'importantes vulnérabilités économiques, qu'on peut classer en 3 catégories :

Les vulnérabilités liées à la structure productive (agriculture et industrie)

Les vulnérabilités du secteur Agricole L'agriculture d'exportation s'est développée au détriment de l'agriculture de subsistance ainsi L'agriculture vivrière, destinée à satisfaire les besoins locaux, mais qui se trouvera enfin avec Un déficit chronique dans les productions vivrières qui est à l'origine d'une dépendance alimentaire assez dangereuse, Alors qu'on exportait un important sur plus agricole, l'essentiel de la ration alimentaire des Algériens était ainsi importé.

Les Vulnérabilités du secteur Industriel : La France s'était contentée d'exploiter les ressources naturelles, avec d'abord les gisements miniers, puis par la suite le pétrole et le gaz naturel durant les 10 dernières années avant l'indépendance. Il a fallu donc attendre la guerre d'indépendance et une importante contestation sociale pour que la France lance en 1958 le Plan de Constantine qui vise notamment à industrialiser le pays. Par ailleurs, La colonisation française n'a jamais eu l'intention d'industrialiser l'Algérie.

Les Vulnérabilités liées à la structure commerciale (importations et exportations) :

La colonisation a fait de l'Algérie une économie tournée essentiellement vers l'agriculture d'exportation ainsi le pétrole, elle a fait de l'Algérie à la veille de l'indépendance l'un des plus gros exportateurs mondiaux de vins, Cette diversification insuffisante des sources d'exportation expose l'Algérie à des chocs externes assez violents. Ayant aussi une dépendance commerciale vis-à-vis de la France, exportations agricoles étaient destinées essentiellement à l'approvisionnement de l'ancienne puissance coloniale (90 % des exportations sont expédiées vers le marché français), Ceci est tout à fait normal que l'agriculture d'exportation a été développée pour Répondre en priorité aux besoins de la métropole.

Donc l'Algérie a eu en cette période une concentration dangereuse des exportations qui ont affecté le système économique Algérien à des conséquences négatives. Cette concentration des exportations sur le marché de l'ancienne puissance coloniale a permis à la France d'exercer un véritable chantage, avec notamment le vin, et d'une année à une autre (entre 1966 et 1967), les importations françaises de vin algérien ont baissé de 240 %, engendrant une importante perte en devises pour l'Algérie.

Les Vulnérabilités qui sont liées à la situation de l'emploi (chômage de masse)

L'Algérie exportait ses minerais, son pétrole et son gaz naturel à l'état brut, Pour satisfaire ses besoins, elle se voyait ainsi obligée de racheter toute une partie de ses matières premières après transformation (fer brut acier ; pétrole brut carburants/plastique...), Cette situation de l'exportation de matières premières ne génère ni valeur ajoutée ni emplois et ne va jamais générer une industrialisation

À l'indépendance, le chômage touchait plus d'un tiers (1/3) de la population active, dans un contexte de forte croissance démographique (3,2% par an). Et cette masse de chômage était à l'origine, d'une vague importante d'émigration vers la France, dès le début du XXe siècle (20ème siècle) qui s'accroît pendant la guerre de libération pour se poursuivre jusqu'au début des années 1970.

Dans l'ensemble l'Algérie a hérité un système productif désorganisé et gravement endommagé après son indépendance surtout avec l'importante perte en capital humain et la fuite des capitaux ainsi la Fermeture de la plupart des usines et destruction de nombreux établissements publics.

Et Durant les premières années de l'Indépendance, le gouvernement Ben Bella s'est donc contenté de gérer les urgences au jour le jour, de « parer au plus pressé », donc À ce chaos social et économique qui existait se rajoute une grave crise politique qui a impliqué une période où y'avait ni Stratégie de développement ni Projet de société clairement définis. Avant même la déclaration d'indépendance, le Congrès de Tripoli en mai 1962 adopte déjà un programme d'inspiration marxiste (socialiste), en affirmant que l'Algérie devait devenir une «démocratie fondée sur la socialisation des moyens de production.

Cependant, Avec le coup d'Etat du 19 juin 1965 d'ailleurs qu'une nouvelle étape s'ouvre dans l'Histoire politique et économique de l'Algérie indépendante que les orientations économiques de l'État vont se préciser et seront clairement assumées. Donc le projet de développement envisagé devait être étatique, industriel et centralement planifié.

Ce modèle de développement est inspiré principalement de l'expérience de développement soviétique des années 1930, et donc parmi les orientations affectées par l'Algérie avec cette stratégie de développement qui ont clairement définie qui a été inspiré toute fois par l'industrie industrialisantes qui préconise ainsi la priorité de l'industrie sur l'agriculture ainsi l'investissement sur la consommation et l'industrie lourde sur l'industrie légère et surtout un volontarisme étatique fort qui s'est exprimé à travers la mise en œuvre de

ce qui est communément qualifié de Stratégie Algérienne du Développement (S.A.D) et La mise en place de l'étatisation de l'économie et de la planification centralisée, les modes de régulation de l'économie administrée, le monopole étatique et l'importance des investissements publics et la gestion de la monnaie et du crédit en économie administrée. Et bien évidemment que l'Algérie a marquée L'industrialisation, comme vecteur de modernité, elle était considérée comme étant le levier primordial de transformation des structures économiques et sociales héritées de la colonisation.

L'Algérie a fait le choix du socialisme pour des raisons historiques, économiques, idéologiques et populiste, un choix lié aux contingences historiques de l'époque, Ainsi, durant la guerre de libération, les pays du bloc socialiste ont été les soutiens les plus importants de la révolution algérienne

Le socialisme était une aspiration populaire très largement partagée, Les aspirations à l'égalité et à la justice sociale sont si fortes que pratiquement tout le monde en Algérie revendique, peut être clairement lié à une population pauvre, misérable et analphabète dans sa majorité ne pouvait pas prendre en Main le Projet de développement. Et Dans la réalité et sur le terrain, cela s'est donc traduit par une concentration progressive des moyens de production entre les mains de l'État, avec l'instauration d'un quasi-monopole d'État sur l'investissement, la production, la distribution, le commerce extérieur et le change.

L'Algérie a optée pour la planification impérative et centralisée comme mode de régulation, « impérative », dans le sens où l'État décide de tout investissement, production, niveau de consommation des ménages, commerce extérieur... « centralisée », dans le sens où cette planification est décidée au plus haut niveau de l'État (Présidence de la République et Ministère de la Planification, principalement), ainsi L'État contrôlait l'économie de la base au sommet et limitait les activités où pouvait s'exercer l'initiative privée dont elle a réguler la Disparition des mécanismes du marché, remplacés par des prix administrés et une planification étatique rigoureuse, et cette mise en œuvre de planification impérative et centralisée a induit le développement a une bureaucratie économique qui ne cessera avec le temps de prendre de l'importance ... et cette stratégie a eu des progrès incontestables vu les résultats mais aussi beaucoup de déceptions pour le système économique algérien qui s'implique avec une dégradation majeure a cette période, cette stratégie de développement(SAD) n'a non seulement pas atteint ses objectifs affichés, mais elle a plongé le système économique dans des cercles

vicieux empêchant l'enclenchement de toute dynamique d'accumulation ou bien l'échec du projet, dit de modernisation et d'industrialisation du pays, Et c'est en cette période en fin des années soixante-dix, qui y'avais la crise de succession au plus haut sommet de l'Etat, qui s'ajoute par la dégradation de la situation économique et sociale marquée par l'essoufflement du modèle de développement et un mécontentement social grandissant du fait de la non satisfaction de nombreux besoins sociaux créés ou suscités par la politique de développement, une montée en puissance des revendications sociales (grèves, émeutes), et la nouvelle équipe au pouvoir se voyait ainsi contrainte de détendre la pression sociale notamment en mettant un frein à l'austérité ayant marqué l'ère boumediénist et donc s'est avéré nécessairement de proclamer ainsi de nouvelles réformes, d'ailleurs, c'est à partir de 1980 qu'apparaissent dans le cadre d'une transition politique délicate, avec la disparition subite en décembre 1978 du Chef de l'État de l'époque, le colonel Houari Boumediene principal artisan de la politique de développement des années soixante-dix, les premières réformes économiques auquel Les nouveaux dirigeants issus de l'ère post Boumediene vont ainsi remettre en cause beaucoup de choix économiques, tout en gardant les orientations fondamentales du système économique notamment l'option socialiste, mais les dirigeants de l'époque parlaient beaucoup plus de réorientation, de correctifs apportés à la SAD plutôt que de réformes, Les nouvelles orientations économiques furent formulées à partir des résolutions du congrès extraordinaire du parti unique en juin 1980.

Le plan quinquennal 1980- 1984 a été présenté comme porteur des corrections indispensables à l'expérience antérieure du développement. Un modèle qui suggère Réduction du rythme des investissements et soutien de la consommation, le taux d'investissement qui chute de 45 à 35 % dès les premières années, De nombreux projets furent ainsi carrément abandonnés, comme le 2^{ème} pôle sidérurgique qui devait être inauguré à Jijel. Ainsi ces ressources détournées de l'investissement qu'il fallait améliorer la consommation des ménages, qui était considérée comme insuffisante par rapport aux besoins et aux attentes de la population.

Donc des investissements faiblement capitalistiques dans le secteur des industries légères et des infrastructures économiques et sociales, afin de susciter des économies externes au capital productif.et, cette démarche est viciée dès le départ car les conditions de mise en place du modèle n'étaient pas réunies en Algérie.et la libération de la consommation des ménages qui est de rompre avec l'austérité des années Boumediene en encourageant la consommation des

ménages et l'objectif était d'améliorer l'approvisionnement du marché et de réduire l'ampleur des pénuries d'ailleurs qui a été appliquée par le fameux PAP (Programme Anti-Pénurie), et comme deuxième mesure, freiner le rythme d'industrialisation, il fallait réduire l'investissement dans l'industrie afin d'affecter plus de ressources aux autres secteurs nécessaires, donc la part de l'industrie légère dans l'investissement industriel s'est ainsi améliorée de façon significative.

Ainsi Restructuration organique des entreprises publiques c'est l'éclatement des grands monopoles publics en petites unités spécialisées, afin de rendre les entreprises publiques humainement gérables, comme exemple NAFTAL (distribution et commercialisation des produits pétroliers et dérivés) et NAFTEC (raffinage des produits pétroliers) sont des démembrements nés de la restructuration de la SONATRACH. et encore parmi les plus importantes réformes est de freiner le rythme d'endettement tout en diminuant le rythme d'investissement, donc en principe les réaménagements apportés à la Stratégie Algérienne de Développement peuvent se résumer en trois principaux axes :

Le rééquilibrage du poids des secteurs économiques,

La réorganisation interne des entreprises publiques,

Enfin la redéfinition de la place du secteur privé national.

Les résultats de la première expérience de la réforme en Algérie peuvent être appréciés. Malgré le problème de crédibilité des statistiques officielles, et les résultats obtenus semblaient conforter les décideurs c'est d'ailleurs qu'entre 1981-85, la croissance économique fut de l'ordre de 5% en moyenne, obtenue avec beaucoup moins de ressources injectées dans l'économie, c'était une croissance de bien meilleure qualité que celle des années 1970. Cette croissance s'explique en grande partie par l'amélioration du taux d'utilisation des capacités de production, qui était passé de 55 à 70%.

En outre, l'approvisionnement des ménages s'est aussi grandement amélioré avec le PAP, cette politique a été à l'origine d'une surconsommation et donc d'un gaspillage des ressources et du développement du «marché parallèle». Par ailleurs, le niveau d'endettement en 1985 est resté le même qu'en 1978 (17,5 milliards) et c'est en 1981- 82 que les prix pétroliers avaient quadruplé et le dollar s'apprécia fortement contre les monnaies européennes.

Les décideurs de l'époque n'avaient donc pas besoin de s'endetter plus pour financer les investissements ou les programmes d'importation, mais s'est enchaîner avec un recule brutal des prix pétrolier en 1986, l'Algérie subit en effet un contre-choc pétrolier de rare intensité ainsi la baisse de la valeur du dollar américain qui constitue la monnaie exclusive des transactions d'hydrocarbure et Pour l'Algérie, dont l'essentiel des recettes d'exportation provient des hydrocarbures, le choc va être particulièrement ressenti. L'Algérie s'enfonce alors progressivement dans une crise financière, la plus grave depuis son indépendance. Ces bouleversements de la conjoncture internationale se sont répercutés quasi instantanément sur les équilibres macro financiers du pays.

La chute de la fiscalité pétrolière, qui représente à l'époque pas moins de 70% du budget de l'État, entraîne un déséquilibre des finances publiques (déficit budgétaire) ; et la chute des recettes d'exportation, conjuguée à l'augmentation des prix à l'importation, fragilise l'équilibre de la balance commerciale (déficit commercial). Les conséquences de ces baisses simultanées des investissements et des importations notamment d'équipements ont été particulièrement ressenties par l'appareil productif national. Et pour faire Face à la crise et à la perspective d'un déséquilibre financier et commercial, les dirigeants de l'époque sont contraints de mettre en œuvre une politique de rigueur : les programmes d'investissement furent révisés à la baisse : de nombreux projets d'investissement étaient alors différés ou carrément abandonnés ; ainsi La réduction draconienne des importations, avec l'introduction de restriction à l'importation et Les répercussions de ces mesures d'austérité seront particulièrement graves au plan économique et social. A partir de 1985, le mécontentement social s'est aggravé davantage avec le contrechoc pétrolier. Deux phénomènes en relation directe avec la gestion administrée de l'économie se sont développés : les pénuries, le développement du marché parallèle et la situation économique et sociale continue à se dégrader, et ce malgré les mesures d'austérité et les réformes libérales introduites par le gouvernement de l'époque, les déficits financiers de la plupart des entreprises étatiques s'aggravent d'année en année. et L'accès à l'endettement international devenait de plus en plus difficile, au fur et à mesure que les réserves en devises du pays.

S'amenuisent. Et Pour combler le déficit budgétaire, les autorités utilisaient également la planche à billets, ce qui avait pour effet mécanique d'alimenter l'inflation, de creuser les déficits et d'éroder le pouvoir d'achat des revenus fixes. De leur côté, les travailleurs lançaient des grèves dans les entreprises publiques pour signifier leur mécontentement de la dégradation

générale de la situation socio-économique, mais aussi et surtout pour refuser d'être rendus responsables du déficit de leurs entreprises. Les cadres dirigeants, coincés entre la pression des travailleurs et celle de leurs tutelles qui ne leur laissent aucune autonomie de gestion, préféraient la léthargie et l'attente plutôt que de prendre des décisions qui les engageraient dans une confrontation directe avec les décideurs du système et leurs différents clients.

La crise se nourrissait en permanence de ses propres conséquences, conduisant à la paralysie totale du système qui s'est manifestée notamment par la rupture des équilibres macroéconomiques, l'aggravation du déficit budgétaire et celui du secteur public, un accroissement dangereux de l'endettement, pénuries, développement du marché informel, La conjugaison de tous ces phénomènes a produit une hausse du taux de chômage, une baisse du pouvoir d'achat qui impliquerai une inflation massive... En une phrase, la dégradation accélérée de la situation sociale de la population avec tout ce que cela suppose comme augmentation du mécontentement social qui s'est exprimée à travers la multiplication des émeutes urbaines et des grèves ouvrières. A cela s'ajoutait les divisions entre les différentes factions composant le régime politique sur la nature des solutions à apporter à la crise. En somme, tous les ingrédients d'une explosion populaire étaient réunis, c'est ce qui arrivera le 5 Octobre 1988.

Durant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, le pays a vécu dans un climat insurrectionnel généralisé. Des jeunes et des moins jeunes déferlaient pratiquement dans toutes les villes algériennes et saccageaient tout ce qui symbolisait « l'Etat- FLN, Un rejet sans appel de tout ce qui pouvait rappeler « el Houkouma ». Au sommet de l'Etat, la panique s'installait et le Président eut recours à l'armée pour rétablir l'ordre. Les militaires intervinrent - une première dans l'histoire du pays- et tirèrent à balles réelles sur les manifestants, provoquant 159 morts selon le bilan officiel et plus de 600 selon d'autres sources, des milliers de détenus et surtout la torture à grand échelle exercée, selon plusieurs témoignages, directement par des hauts dignitaires du régime.

A cela, Le besoin de changement radical se faisait sentir plus que jamais et plusieurs actions ont été entamées dans cette perspective et qu'En 1989, une nouvelle constitution est adoptée. Elle consacre l'abondant de l'option socialiste et le passage à une démocratie pluraliste (multipartisme, liberté de la presse, droit de l'Homme, liberté d'expression...).

1.1. L'Evolution et les causes de l'inflation en Algérie dans La période1962- 1988

L'inflation est un déséquilibre qui touche toutes les économies nationales. À l'origine, cela s'expliquait par les prix en raison d'une augmentation généralisée, continue et autoentretenu des prix des biens et services qui circulent dans l'économie. Et chaque pays a ces causes structurelles principales d'inflation qui se traduit par les circonstances auquel le pays a vécu ainsi son autogestion d'affirmer sa politique et démarches avec lequel régulés toutes formes de Risque ou crise affronter, Par Ailleurs, L'Algérie est l'un des pays ciblés par l'inflation. Quelles sont les causes structurelles de la naissance et persistance de la spirale inflationniste en Algérie ?

Au lendemain de l'indépendance, les autorités algériennes ont adopté un modèle de croissance socialiste axé sur la planification centralisée où les prix étaient fixés par l'Etat. Cette fixation était prise en charge par un système de régulation et d'allocation des ressources, ce qui a maintenu artificiellement l'inflation à un niveau raisonnable et par conséquent, il a permis la stabilisation du pouvoir d'achat de la population. Durant cette période, l'intervention de l'administration s'opérait sur les trois niveaux des prix à savoir :

Les biens importés qui étaient déterminés afin de protéger la production nationale, Si le prix d'achat d'un bien importé était inférieur au prix du produit local, l'importateur doit verser la différence compensatoire au trésor. Par conséquent, l'inflation importée, dans un contexte de taux de change fixe est inévitable du moins pour les biens de consommation importés et redistribué sur le marché national.

Les prix industriels et services locaux Leur prix était soumis à deux régimes : le premier institué en 1966 faisait dépendre la fixation des prix à la production d'une décision du ministère du commerce et, le second, institué en 1968, bloque tous les prix industriels à la production des biens et des services à leurs niveaux du 1er janvier 1968.

Deux dérogations au principe du blocage sont acceptées : en cas de hausse des droits de douane ou des taxes indirectes. Ensuite, les prix de détails et de gros sont calculés sur la base des prix de production majorés des marges centralisées fixées en valeur fixe ou en valeur absolue.

Les prix agricoles Les prix à la production et à la distribution des fruits et légumes des secteurs autogérés et coopératifs étaient publiés tous les quinze jours par une commission de wilaya.

Durant cette période, le taux d'inflation était plus ou moins modéré grâce aux efforts des autorités algériennes pour maintenir la stabilité des prix la fin des années 70, les acquis en matière de diversification et d'intégration économique sont incontestables. En à peine une décennie, la gamme de produits industriels que le pays fabrique désormais lui-même s'est considérablement élargie, Une croissance économique remarquable, avec un PIB qui a crû de 6,5% en moyenne durant cette période, Ainsi Une forte réduction du chômage, qui est passé de 35% en 1972 à 18% en 1978 Plus de 100 entreprises nationales et 1200 entreprises régionales sont créées pour développer de nombreux secteurs : sidérurgie, bâtiment. Mais beaucoup de déceptions Sur investissement et multiplication des surcoûts Cette tendance au sur investissement et à la multiplication des projets a été encouragée par l'aisance financière de l'époque, avec : des recettes d'exportation d'hydrocarbures en hausse avec le premier «choc pétrolier» à partir d'octobre 1973.

Et en Fin des Années 1970 y'avais la crise de succession au plus haut sommet de l'Etat, qui s'ajoute par la dégradation de la situation économique et sociale marquée par l'essoufflement du modèle de développement et un mécontentement so grandissant du fait de la non satisfaction de nombreux besoins sociaux créés ou suscités par la politique de développement, une montée en puissance des revendications sociales (grèves, émeutes), Et même En 1975, l'Algérie a adopté une politique de détermination de prix sur la base du prix de revient, l'indice des prix à la production industrielle ayant connu une augmentation. Le taux moyen d'augmentation des prix de la production industrielle passait de 4% entre 1969-1974 à 11% entre 1975-1980. Celui de la production agricole passait de 13% entre 1969-1974 à 31% entre 1975-1980. Cette tendance persistera durant les années 1980 où le taux d'inflation annuel s'établissait approximativement à 9 %, Par ailleurs **cette période entre 1975 -1980** est toutefois marquée par une augmentation des prix, mais En vrai l'Algérie Après son indépendance était en phase de reconstruction de son économie, du cout à cette période-là on ne parler pas d'inflation.

Les bilans de l'ONS enregistrent les taux d'inflation qu'à partir de 1970 mais s'est enchaîner avec un recule brutal des prix pétroliers en 1986, l'Algérie subit en effet un contre-choc pétrolier de rare intensité ainsi la baisse de la valeur du dollar américain qui constitue la

monnaie exclusive des transactions d'hydrocarbure et Pour l'Algérie, dont l'essentiel des recettes d'exportation provient des hydrocarbures, le choc va être particulièrement ressenti. L'Algérie s'enfonce alors progressivement dans une crise financière, la plus grave depuis son indépendance, et Les conséquences de ces baisses simultanées fragilise l'équilibre de la balance commerciale (déficit commercial) qui impliquera ainsi a une inflation en cette période qui a généré notamment la désorganisation de tout le système économique Algérie, Et pour faire Face à la crise et à la perspective d'un déséquilibre financier et commercial, les dirigeants de l'époque sont contraints de mettre en œuvre une politique de rigueur : les programmes d'investissement, la réduction de nombre de projet d'investissement, réduction d'importation et Les répercussions de ces mesures d'austérité seront particulièrement graves au plan économique et social mais malgré, la situation se dégrade successivement, les déficits financiers de la plupart des entreprises étatiques s'aggravent d'année en année.et L'accès à l'endettement international devenait de plus en plus difficile, Et Pour combler le déficit budgétaire, les autorités utilisaient également la planche à billets, ce qui avait pour effet mécanique d'alimenter l'inflation.

La crise se nourrissait en permanence de ses propres conséquences, conduisant à paralyser totalement l'économie, l'aggravation du déficit budgétaire et celui du secteur public, un accroissement dangereux de l'endettement, pénuries, développement du marché informel, la conjugaison de tous ces phénomènes a produit une hausse du taux de chômage, une baisse du pouvoir d'achat qui impliquera une inflation massive et ce qui as exactement induit a une explosion populaire étaient réunis, c'est ce qui arrivera le 5 Octobre 1988 d'ailleurs.

Section2 : Système de planification économique Algérien (1988-2022)

La période de 1989 est cruciale, elle marque la séparation entre deux périodes de l'histoire économique algérienne depuis son indépendance, elle passe par le socialisme et un projet de développement autocentré une économie basée sur l'accroissement du marché intérieur sans faire appel à l'extérieur notamment à l'échange international. A une période caractérisée par l'ouverture à la fois interne sur le marché, ses institutions et à l'international.

Durant cette période l'économie algérienne est découpée en 4 périodes :

1989-1991 : reformes (libéralisation économique et politique).

1992-1993 : interruption et mise en cause de réforme.

1993-1999 : ajustement structurel.

1999-aujourd'hui : ouverture paradoxale de l'économie.

2.1. Passage à l'économie du marché

L'économie algérienne a connu des difficultés et une dégradation importante de tout le système économique dans les années 80, d'après le contre-choc pétrolier de 1986 qui a porté un coup dur à une économie quasiment rentière, c'est la période des plans anti-pénurie et de stabilisation. Ainsi ce qui c'est passer le 5 octobre 1988, Crise populaire « Emeutes » et donc ce qui a impliqué au pouvoir un réaménagement à nouveau pour un changement radical et c'est au début des années 1990, l'Algérie a engagé des réformes structurelles concrétisant ainsi le passage à l'économie de marché.

L'Algérie a mis en œuvre un projet global et engage un système de réformes économiques, un programme qui vise à rétablir les lois du marché dans le fonctionnement de l'économie et restaurer la contrainte financière sur les banques, les premières lois sont adoptées en 1989, elles touchent l'agriculture, les fonds de participation sont installés et le partage de terres agricole est entamé avec une redistribution des terres qui a d'ailleurs des effets positifs en termes de production agricole.

Par ailleurs, les entreprises publiques qui est devenu l'une des principales préoccupations du gouvernement (résolution du problème du déficit des EP).

La dette extérieure est parmi les raisons et pas la seule qui a poussé à l'engagement des réformes, c'est tout le système qu'il s'agit de revoir.

Les réformateurs élaborent un projet ou une économie qui domine le secteur public, dépendante de l'exportation des hydrocarbures le commerce extérieur et les flux financières avec l'étranger sont contrôlés par l'état et où la monnaie est inconvertible.

Des réformes fondées sur un ensemble des atouts humains, matériels et financiers dont disposent l'Algérie.

Après le départ du gouvernement en juin 1991 le gouvernement qui sait fait promulguer une loi libérant la vente d'actifs des hydrocarbures pour faire face à la contrainte extérieure, la même année le pays reçoit un crédit conditionné à des critères de performance destiné à réduire la création monétaire de la part du FMI.

2.2. Interruption de réforme et programme de l'ajustement structurel

Après le coup d'Etat 1992, la politique de 1992-1994 commence par une mise en cause de la réforme qui permet de revoir en profondeur le système économique qui remet en cause la LMC (indépendance de la banque centrale) et celle de l'autonomie des entreprises publiques.

La loi sur la monnaie et le crédit est révisé banque centrale est remise sous tutelle du gouvernement, le code du commerce modifié et l'ensemble des textes sur l'autonomie de l'entreprise sont revus pour supprimer, les fonds de participation, les entreprises stratégiques ne seront jamais privatisées tandis que les autres ne pourrait être déterminé qu'à hauteur 49 % PAR capital privé national ou étranger afin que l'Etat reste majoritaire.

2.3. Programme d'ajustement structural 1994-1998

En 1994 en situation de cessation de paiement ,le gouvernement doit négocier un PAS avec le FMI et la banque mondiale sur la restructuration et la privatisation du secteur publics et le rôle de l'Etat en tant que acteur économique et demande d'un rééchelonnement de la dette extérieure qu'il l'amène a accepté des mesures d'ajustement structural sans continuité avec les reformes engagé, comprenant des mesures de stabilisation macro financière (réduction d'inflation, libération des prix, libéralisation du commerce extérieur..)

En 1997 le chômage double, ces mesures n'ont pas relancé la croissance jusqu'à avril 1999, les élections présidentielles marquent le retour à la recherche d'un consensus minimal, alors que le deuxième rééchelonnement de la dette extérieur s'achève dans un marché pétrolier déprimé.

Une remonté des couts de pétrole sauve l'Algérie d'un troisième rééchelonnement qu'on peut éviter quelques mois plutôt.

2.4. La hausse des prix des hydrocarbures et la poursuite des réformes

Malgré la hausse durable des prix des hydrocarbures les autorités ont maintenu une politique monétaire et budgétaire stricte, en 2005, les entreprises étrangères les plus compétitives libéralisent le secteur hydrocarbure, le SONATRACH en compétition avec les firmes multinationales, le gouvernement profitant des ressources pétrolières pour la poursuite du remboursement de la dette extérieure.

Donc, On peut dire que depuis les années 1980 l'Algérie a connu trois séquences de reformes :

1987-1989, la réforme initiée par le courant des réformateurs s'inscrivait à la fois dans la continuité qu'elle s'appuyait sur l'observation des dysfonctionnements de l'économie ainsi que de réflexion dans d'autres pays socialistes, En rupture parce qu'elle s'engageait résolument dans la mise en place des fondements institutionnels de la régulation par le marché, avant d'être interrompue en 1991-92.

En 1993-94, la situation de cessation de paiements a contraint les autorités à réorienter les reformes en fonction des conditionnalités liées à la renégociation de la dette extérieure, Cela les a amenées à mettre en priorité les objectifs de stabilisation financière, de valorisation accélérée des hydrocarbures afin de dégager des ressources financières extérieures.

A la fin des années 1990, la relance des négociations des accords internationaux en introduisant la compétitivité et de convergence institutionnelle, confirment l'orientation des reformes sous l'effet de contraintes extérieures, ceci alors même que les équilibres macroéconomiques ont été rétablis et que la hausse des cours du pétrole permet le remboursement anticipé de la dette extérieure. Un programme de privatisations ainsi que l'ouverture totale du secteur des hydrocarbures sont désormais possibles.

En 2009, des mesures prises dans le cadre de la Loi de finances complémentaire (LFC) ceci marque un début d'une nouvelle période.

2.5. Les mesures de la Loi de Finances Complémentaire 2009

Une première série de mesures vise à réguler l'activité des opérateurs étrangers et promouvoir la formation d'un capital productif domestique : obligation d'ouvrir le capital des sociétés importatrices et des projets d'investissements étrangers aux capitaux algériens.

Une seconde série de mesures s'attache à « l'assainissement et la moralisation des pratiques du commerce extérieur » en améliorant la traçabilité de la transaction et prévenant les pratiques frauduleuses.

Enfin, d'autres mesures ciblent la réorientation des transactions de crédit bancaire à travers la suppression du crédit à la consommation et l'encouragement du crédit immobilier, visant à protéger les ménages contre le surendettement.

Ce dispositif réglementaire vise la protection des intérêts économiques nationaux, d'abord en prévenant les déséquilibres externes, puis en tentant d'assainir les pratiques du commerce extérieur, enfin en réorientant les investissements étrangers productifs et en encourageant le capital domestique.

2.6. Effets de la crise financière internationale sur l'économie algérienne

Dans une conjoncture pétrolière favorable, la situation macro-financière était jugée plus que confortable, l'Algérie dégageait une position externe de créiteur net, conduisant d'ailleurs le FMI à solliciter les autorités algériennes pour souscrire à l'émission d'obligations devant permettre à l'institution internationale d'accroître sa capacité de financement.

Depuis le second semestre 2008, l'économie algérienne a subi les effets indirects de la crise internationale, La baisse brutale du pétrole -de 160 à 60 dollars. Dépendante des revenus issus des hydrocarbures (97% des recettes d'exportations, 54% du PIB, 60% recettes fiscales), ce qui a entraîné une chute de 46,5% des recettes d'exportations au premier semestre 2009 par rapport à la même période en 2008. Dans le même temps, les importations continuant de croître à un rythme exponentiel, l'excédent commercial est passé de 19,75 à 1 milliard de dollars. L'économie est alors exposée à un choc par les importations.

Dans une économie pétrolière, la dégradation brutale du solde des échanges extérieurs peut conduire à une crise systémique elle affecte les comptes publics. Par ailleurs, les tensions monétaires induites sont susceptibles de peser davantage sur les revenus réels des consommateurs et les capacités d'investissement des opérateurs économiques. Enfin, le resserrement de la contrainte financière et budgétaire pourrait s'accompagner de fortes tensions sociales.

Les autorités algériennes, conscientes de cette impasse, montraient bien avant la détérioration des indicateurs macro-économiques des signes d'agacement et de doute sur les acquis de l'ouverture économique, et le bilan que l'on peut en faire à ce jour semble confirmer les faibles gains de cette politique : l'attractivité de l'économie algérienne aux investissements directs étrangers (IDE) se réduit au secteur des hydrocarbures ainsi qu'aux activités spéculatives (immobilier) et captives la liberté octroyée aux mouvements de capitaux a conduit assez rapidement à une inversion des flux nets de transfert des capitaux (les transferts de bénéfices excédant très largement les flux entrants d'investissement) ; le programme de privatisation des

entreprises publiques, à l'exception de quelques opérations, s'est enlisé et n'a pas permis d'enrayer la dérive de la désindustrialisation ; la déréglementation des échanges extérieurs a structuré et renforcé des réseaux d'importation, relais de puissants intérêts économiques, qui sont parvenus à décourager les investissements productifs locaux.

2.7. L'évolution et Les causes de l'inflation en Algérie (1988- 2022)

Après les événements 1988 « émeutes », le pouvoir algérien affirme un réaménagement pour un changement radical par effet d'instaurer des reformes qui ont suite à des nouvelles lois discuter pour la première fois en 1989 Au début de 1994, L'Algérie a connu Le passage vers une économie du marché est confronté par la dévaluation e dinars de plus de 75%.la libéralisation du commerce extérieur détermination des prix par la loi de l'offre et de la demande.

La promulgation d'une loi sur la privatisation et aussi la réforme de 1995 du code de commerce et l'installation par la suite de la bourse d'Algérie.

Tous ces changements ont influencé le niveau de vie an Algérie, la hausse du taux de chômage suite à la privatisation et la fermeture des usines, la baisse du pouvoir d'achat qui est le résultat de l'augmentation de niveau général des prix depuis 1990.Ou le taux d'inflation passe de 25.9% en 1991 à 29.8% en 1995 et il enregistre pie de31%en 1992 dû aux modifications de la structure de l'économie algérienne qui passe à une économie de marché et l'application du PAS dicté par le FMI (selon ONS). L'évolution de l'inflation a connu deux périodes :

Période entre 1990-1996

Taux d'inflation est passé de 9.3% à 29.78% en 1995, elle est dû à la dévaluation du dinar, les déficits budgétaires, la mauvaise gestion de l'appareil productif.

Cette augmentation concorde avec la période de libéralisation des prix. L'accélération du processus de libéralisation des prix, amorcée en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre et la forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détérioration des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés

Tableau 1: L'évolution de taux de change de L'USD/DZD de l'année 1990-1999 (Banque d'Algérie)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux de change	8.96	18.47	21.84	23.35	35.06	47.66	54.75	57.51	58.74	66.57

La dévaluation de dinars

A engendré une inflation et une augmentation de couts d'importations et la dette extérieurs la première dévaluation soit de 30% en 1990 avec une hausse de taux de change de 35% durant la période 1991-1994.puis il continue d'augmenter après le PAS jusqu'à 47.66 % en 1995.

Pour les importations, coutent très cher, la hausse des prix de produits alimentaires et des prix de biens et services pour le cas des entreprises.

Déficit Budgétaire

Il était aggravé en 1993 8.3% du PIB à cause de l'opération d'assainissement du portefeuille des créances sur les entreprises publiques et une forte augmentation de crédits de l'Etat. Le solde global est devenu excédentaire en 1996-1997 avec un taux de 2.4 % de PIB.

La mauvaise gestion de l'appareil productif

L'incapacité de satisfaire la demande locale en 1990 avec une baisse sensible de la croissance nominale du secteur industriel qui est dû a par les sous utilisations des capacités de production en raison de ruptures de stocks des matières premières.

Période de 1997-1999

L'inflation a enregistré une baisse de 5 entrainé le réalignement des prix relatifs grâce à la politique monétaire et la reprise de demande de monnaie consécutive a la réussite du programme de stabilisation a également contribué à freiner l'inflation.

Donc La mise en œuvre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel a permis de lutter de manière efficace contre l'inflation en Algérie

Tableau 2: Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 1990 et 2000

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Variation (%)	23.3	25.5	28	26.5	29.0	29.8	18.7	5.7	5.00	2.6	0.3

Source : Réaliser par Ouyahia. K établi par les résultats de la banque d'Algérie

Période 2000 jusqu'à 2013

Après la croissance économique hors hydro- carbures e une amélioration financière, Durant l'année 2000-2008, l'économie algérienne a fait face à la crise mondiale de 2009.

L'inflation a enregistré des variations entre 0.3% à 4.3% en allant de 2000 à 2003 avec une hausse des taux de croissance économique grâce au bonnes performances macro financières (viabilité de la balance des paiements et de la dette extérieure, stabilisation du taux de change effectif réel, amélioration de la situation des finances publiques et la liquidité bancaire).

Grace à la bonne tenue des exportations des hydrocarbures, la croissance s'est progressée avec 6.8% de hausse de volume et un recul de 3.6% de taux de chômage à hauteur de 23.7% de la population active.

Durant 2005-2006

L'inflation a connu une augmentation de 1.38reste modérée et maîtrisé, L'Algérie a connu une stabilisation des prix ou une baisse du pouvoir d'achat qui se résumes par un faible taux d'inflation durant la période de 2000jusqu'a 2008.

Au cours des années 2008, 2009

En passant jusqu'à 5.73 % causé par une hausse des prix des importations suite à l'ampleur de résurgence de l'inflation au niveau mondiale en 2009.

Partir de 2009

Après la crise des supprimes qui s'est propager dans le monde, Cette dernière a eu un impact sur l'économie algérienne par La chute des prix du pétrole et la baisse de la valeur du dollars et en cette période l'inflation est caractérisé par la hausse des prix des produits agricoles fraise les produits alimentaires, elle s'est manifesté au second semestre de 2011 et amplifié en 2012 pour atteindre le 8% au titre de l'indice national de consommation est due à des facteurs

internes, aux dysfonctionnements des marchés, aux positions dominantes et à la spéculation, et non pas comme à l'accoutumée à l'expansion de la masse monétaire, le phénomène d'inflation est plus de nature endogène, lié aux disfonctionnement persistants des marchés des biens où la formation des prix relève plus de positions dominantes et de la spéculation, qu'à l'opposé de 2011, où l'inflation était beaucoup plus engendrée par l'expansion de la masse monétaire, principale déterminant de l'inflation en Algérie.

L'année 2013

A été marqué par une désinflation ample et rapide, la hausse des prix a retrouvé un rythme modéré, la plus faible depuis 7 ans, est estimée à 4,15% pour l'indice national et à 3,3% pour celui de la capitale dû au recul significatif de la hausse des prix des produits agricoles frais, dont le taux annuel moyen se limite à 4,02% en 2013 contre 21,4% au titre de l'année 2012, et qui a continué à décroître en 2014 pour se limiter à un rythme annuel moyen compatible avec l'objectif de moyen terme.

L'inflation annuelle moyenne en 2014

S'est établie à 3,8 % selon l'indice national des prix à la consommation (IPC) et à 2,9 % de celui de la capitale ; tous deux en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Les deux indices, base 100 en 2001, ont respectivement atteint 179,5 et 168,7 points en décembre 2014.

En 2015

L'inflation est de nouveau croissante, atteignant 4,4 % pour l'indice des prix à la consommation national (IPC), Bien que l'expansion monétaire mesurée par la croissance de l'agrégat M2(Masse Monétaire), ait été quasi nulle.

Les prix à la production industrielle s'est accélérée en passant de 1,0 % à 2,3 %, ainsi que les produits agricoles importés, Pour les biens manufacturiers, le niveau moyen des prix a grimpé de 5,11% De même, celui des services a augmenté de 4,35% en 2015.

La désinflation significative des années 2013 et 2014 s'est interrompue **en 2015** au rythme annuel moyen, **l'inflation est de nouveau croissante.**

Tableau 3: Evolution du taux d'inflation (IPC en %) entre 2001 -2015

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'inflation	4.22	1.4	3.6	4.6	1.9	1.8	3.9	4.4	5.7	3.9	4.52	8.89	3.26	2.92	4.8

Source : réalisé par OUYAHIA.K établi par les résultats de la banque d'Algérie

Cette inflation s'est poursuivie en 2016 pour atteindre 6,4 pour l'IPC du Grand Alger (5,8 pour l'indice national). Elle n'est pas dû aux déterminants classiques de l'inflation (évolution de la masse monétaire M2, dépréciation du taux de change, cours des principaux produits de base importés,), mais serait lié aux imperfections de la régulation et la remontée des prix des produits alimentaires. Elle reste toutefois fortement déséquilibrée et le niveau de vie a baissé au cours des quatre dernières années. Les facteurs explicatifs sont bien entendu l'ampleur du choc extérieur (une chute brutale de 50% du prix du pétrole), mais également l'absence de politiques macro- économiques correctives et cohérentes adoptées en temps opportun après le choc et bien évidemment **qu'elle a cessé d'augmenter en 2016.**

En 2017, le taux d'inflation annuel était de 5,9 système bancaire, par la Banque d'Algérie, la BA a créé 2 185 MLDS de dinars équivalant de 19 MLDS de dollars Américaine dans le cadre du financement non conventionnel, cette mesure est extrêmement inflationniste traduite par l'augmentation de la masse monétaire en circulation suivi d'une forte dépréciation de dinars et un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché monétaire.

Et la hausse des prix qui serait également alimentée par les augmentations des taxes, notamment la TVA, contenues dans la loi de finances 2017.

Et y'avais une **réduction en 2017**, ce redressement opéré en 2017 a été de courte durée et a été **remplacé en fin d'année** par une nouvelle approche volontariste. Le recours vers le financement non conventionnel a « planche à billet » Dans une condition de rareté de ressources financières, où la conjoncture économique était en position de manque de liquidités, la recherche d'une solution loin de l'emprunt extérieur était éminente.

En avril 2017, une partie de la primature avait proposé un avis et des commentaires auprès de la Banque d'Algérie pour la proposition d'un mode de financement non conventionnel.

Pour rappel, la banque centrale, peut faire appel à des circuits de financement non conventionnel en cas de déficit public. Les deux types de circuits utilisés par les autorités

algériennes sont pendant la crise de liquidité de 2014 : l'emprunt obligataire auprès des marchés financiers et des banques de second rang (émission obligataire) en 2015, suivi par l'emprunt direct en 2017 auprès de la banque centrale. Ce circuit de financement est appelé communément planche à billets au sens strict, car elle se traduit par une création monétaire sans contrepartie dans le bilan de la banque centrale ; Cette pratique engendre une hausse de la masse monétaire (liquidité) qui impliquera l'inflation. L'économie algérienne continuera d'afficher une faible croissance, une persistance des tensions inflationnistes et des déficits budgétaire et extérieur accompagnés par une réduction du niveau des réserves internationales.

À partir de 2018

L'inflation ne cesse ainsi **que d'augmenter** d'après les statistiques réintégrés, elle s'est commencée en 2018 de 4,27%

En 2019

La croissance du secteur des hydrocarbures a été lente la révision de la loi sur la fiscalité des hydrocarbures étant retardée, avec une perturbation de l'économie en raison de changements dans la direction et la supervision des entreprises avec un retardement du processus d'assainissement budgétaire programmé pour 2019, aggravant le déficit budgétaire.

En 2020

L'inflation était de 2,4 %, contre 2 % en 2019, La pandémie de COVID- 19 a eu des effets importants qui a plongé l'économie algérienne dans la récession en 2020 suite à la chute du prix du pétrole, Le PIB réel a baissé de 4,7 % en 2020. Ainsi que des effets sur les secteurs des services et de la construction, qui ont connu de nombreuses suppressions d'emplois.

La baisse des recettes d'exportations de pétrole et de gaz a contribué à creuser les déficits publics et externes. Sous la pression d'une chute des recettes des hydrocarbures qui représentent une large part des recettes publiques, et des dépenses publiques importantes afin d'atténuer les retombées économiques de la crise sanitaire. Avec une augmentation du déficit de la balance courante à 14,8 % en 2020, en raison de la forte dépendance du pays aux exportations d'hydrocarbures et des importations structurellement élevées.

A la fin de l'année 2021

L'inflation globale en Algérie s'est accélérée en une année au mois d'octobre 2021 suite à la chute du pouvoir d'achat des ménages, elle est déjà remarquée par le grand public algérien vu qu'elle touche les produits alimentaires.

L'Algérie a entamé **l'année 2022** avec la cherté de la vie une hausse des prix à la consommation, aussi bien les produits frais (légumes, fruits et viandes).

Certains économistes comme l'économiste et universitaire à explique cette inflation d'abord par l'augmentation des coûts de production. C'est l'effet de l'importation des intrants à la production. Il y a aussi la baisse de la valeur du dinar.

Ensuite par l'augmentation de la demande, il a souligné que l'augmentation des salaires et une baisse des impôts sur les salaires les plus bas (IRG) sont des facteurs qui créent l'inflation.

Enfin, la baisse de l'offre du aux restrictions aux importations et la sécheresse qui fait baisser la production agricole.

Beaucoup d'entre eux ne cesse de parler sur la situation économique du pays. L'inflation en Algérie a connu beaucoup de fluctuations après une certaine stabilité durant la période socialiste le pays a connu une hausse durant les années 90 suite au passage à une économie du marché jusqu'à nos jours avec des variations plus au moins importantes.

Section 3 : La politique monétaire en Algérie

L'inflation est un phénomène connu et devenue la principale variable affectant la vie économique publique ou privée, Et Le taux d'inflation est un indicateur de premier ordre pour apprécier l'état d'une économie et pour comprendre les mouvements de hausse des prix des biens et services.

L'Algérie est l'un des pays touchés par ce phénomène, elle s'est connue par des fluctuations inflationniste depuis sa reconstruction de son économie jusqu'à nos jours, et La politique monétaire est parmi les moyens qu'elle a suggérés afin de frêne cette spirale inflationniste.

3.1. La politique Monétaire

Définition

La définition première de la politique monétaire est « l'ensemble des moyens et d'actions mis en œuvre par un État ou une autorité monétaire (Banque centrale) pour agir sur l'activité économique, maintenir la stabilité des prix grâce à la régulation de sa monnaie.

La politique monétaire consiste à fournir des liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie, tout en veillant à la stabilité de la monnaie. La quantité de monnaie mise en circulation dans une économie donnée ne doit pas être trop faible, au point où les agents économiques seront obligés de limiter leur activités économiques : en terme de consommation, production et investissement, elle est définie comme les actions mises en œuvre par les autorités monétaires afin de procurer à l'économie la quantité de monnaie nécessaire à la poursuite de la croissance économique et à la réalisation du plein emploi tout en préservant la stabilité de la valeur de la monnaie au niveau interne (le niveau général des prix), et au niveau externe (taux de change). Encore elle est l'ensemble des mesures qui sont destinées à agir sur les conditions de financement de l'économie, et dans l'ensemble son objectif principal est le maintien de stabilité des prix, mais elle peut favoriser la croissance et le plein emploi pour atteindre ses objectifs, la banque centrale dispose d'une série d'outils susceptible de moduler la création monétaire.

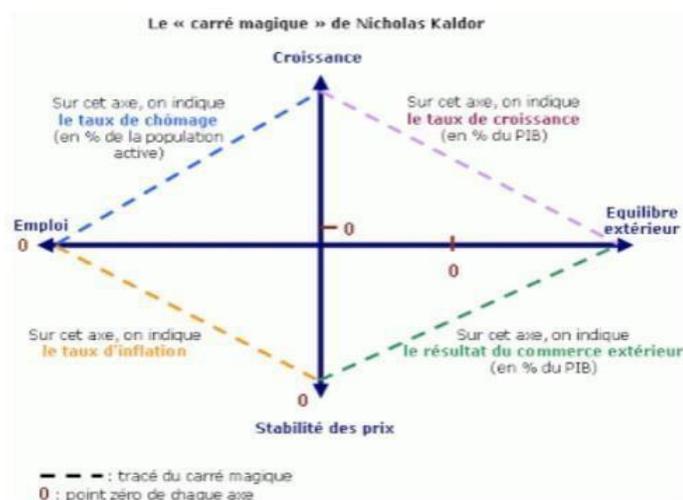
Les objectifs de la politique monétaire

On distingue deux objectifs finals et intermédiaires :

Les objectifs finals : La politique monétaire est une politique économique, qui cherche souvent de remplir le triangle keynésien correspondant à ce qu'on a appelé le carré magique de Kaldor : croissance économique, stabilité des prix, plein emploi et équilibre extérieur, faite par l'économiste britannique Nicholas Kaldor (1908-1986) qui est à l'origine de cette théorie.

Le carré magique est une représentation graphique de la santé économique d'un pays. Ce graphique présente les quatre grands objectifs de la politique économique conjoncturelle d'un pays.

Figure 1: le carré magique de Nicholas Kaldor



A- La croissance économique : C'est l'augmentation soutenue, sur une longue période, de la production de biens et services dans un pays mesuré par le taux de croissance du produit intérieur brut PIB.

B- stabilité des prix : La stabilité des prix doit être maintenue à moyen terme pour maintenir les taux d'inflation à des niveaux inférieurs.

C- plein emploi : Quand Parle-t-on de plein emploi ?

Le plein emploi est une situation économique dans laquelle la quasi-totalité de la population active a un emploi mesuré par le taux de chômage.

D- équilibre extérieur : C'est à dire l'équilibre entre les exportations et les importations de biens et services appartenant à un secteur dans le but d'assurer l'équilibre de la balance de paiement et la monnaie sur le marché de changes.

Les objectifs intermédiaires

A- Assurer la liquidité du marché monétaire : L'offre de monnaie est une variable instrumentale aux services du modèle de développement économique et social du pays. Assurer la disponibilité de cette dernière revient à ajuster l'offre de monnaie proportionnellement à l'évolution du produit intérieur brut pour permettre la réalisation de la transaction d'une manière adéquate. C'est pour cela que la banque centrale définit un certain nombre d'agrégats monétaires qui permettent la mesure de la masse monétaire afin de juguler l'inflation.

B- Le contrôle de change : Les opérations de changes commerciale et financières ont été réglementées par une série de mesures édictées par l'Etat, qui sont restrictives et même sévères.

D'ailleurs, elles tentent réglementer le mouvement de capitaux et interdire toute transaction sur l'or et les devises qui relèvent du monopole exclusif de l'Etat afin de centraliser les salaires et les prix par le maintien l'inconvertibilité des dinars.

Les instruments de la politique monétaire

Pour réguler la quantité de monnaie en circulation, les autorités monétaires disposent de deux types d'instruments : les moyens de contrôle direct (encadrement du crédit, sélectivité de crédit) et les moyens de contrôle indirect (réescompte, open market, taux directeurs).

Les instruments directs : L'action directe est divisée en deux : l'encadrement et la sélectivité de crédit, les deux fixent des limites à l'encours des crédits distribués.

a. L'encadrement du crédit : Instrument de politique monétaire qui consiste pour les autorités monétaires à définir de manière réglementaire le volume de crédit qui sera émis par les banques, Cette limitation, décidée par voie réglementaire est considérée comme très efficace car elle s'attaque à la source même de la création monétaire.

L'encadrement du crédit permet donc de freiner directement la progression de la masse monétaire, tout en évitant une forte hausse des taux d'intérêt.

b. La sélectivité du crédit : L'objectif est de limiter les crédits en influant sur leur destination. Il s'agit donc d'orienter les crédits vers des secteurs jugés prioritaires (exportation, logements sociaux, par exemple) en proposant des taux bonifiés, ou des avantages fiscaux. Toutefois, si cette action peut être utile en matière de politique économique en favorisant le développement de certains secteurs, en matière de politique monétaire il ne permet pas de contrôler la croissance de la quantité de monnaie en circulation.

Les instruments indirects

a. réescompte : La réescompte consiste pour une banque centrale à acheter un effet (titre de dette) à une banque ou à un organisme financier qui l'a déjà escompté. En remettant le montant de la créance, déduction faite du taux de réescompte fixé par la banque centrale, la banque commerciale obtient de la liquidité.

Ce réescompte est utilisé par les banques pour se fournir en liquidités au- près de la banque centrale : la banque centrale achète des effets dont les banques commerciales ne veulent plus, et en les rachetant, refinance les banques. C'est une des techniques à disposition des autorités monétaires pour refinancer les banques, avec les opérations d'open market. En faisant

augmenter le taux de réescompte, vendre ses actifs à la banque centrale devient plus onéreux, ce qui incite les banques à garder leurs titres.

b. L'open market : La logique de l'open market est celle du marché : à intervalles plus ou moins régulières, la banque centrale indique aux banques la quantité de monnaie qu'elle est disposée en contrepartie de titres mobilisables ou négociables (procédures d'appel d'offre). En vrai est l'achat et vente des titres. Cependant, cette méthode présente trois difficultés : -il faut une importante circulation de titres publics (bons de trésor) - malgré l'effet d'annonce qu'elle prétend instaurer, elle intervient parfois a posteriori et n'a d'autre conséquence qu'une hausse du taux d'intérêt sans réduction des quantités. - le taux d'intérêt déterminé par le marché peut se révéler incompatible avec les exigences extérieures, mais aussi avec les besoins intérieurs.

Politique des taux directeurs

Les taux directeurs sont les taux d'intérêt à court terme fixés par les banques centrales. Ces dernières les utilisent pour piloter leur politique monétaire et par conséquent contrôler la masse monétaire et réguler l'activité économique de leur pays.

3.2. L'évolution de La politique monétaire en Algérie

La politique monétaire a pour principal objectif de faire en sorte que l'économie dispose des liquidités nécessaires à son bon fonctionnement et sa croissance équilibrée. La politique monétaire définie par la banque d'Algérie a pour objectif ultime la stabilité interne et externe de la monnaie nationale. Elle vise la réalisation du plein emploi et à l'équilibre de la balance des paiements, tout en préservant la stabilité des prix et du taux de change de la monnaie nationale.

L'autonomisation de la sphère monétaire et bancaire par rapport à la sphère réelle.

L'autonomisation de la sphère monétaire et bancaire par rapport à la sphère budgétaire.

Rétablissement du secteur bancaire en ses deux niveaux hiérarchisés, certains objectifs peuvent être tirés : en la matière était représenté par l'agrégat avoirs intérieurs nets de la banque d'Algérie au cours de la période de 1994-1998, durant la période de l'ajustement structurel la politique tenait un caractère restrictif qui avait pour objectif de réduire la masse monétaire et limiter sa croissance par la restriction de la distribution de crédits à l'économie.

Dans les économies modernes, l'instrument le plus utilisée par la banque centrale pour agir sur l'offre de monnaie est l'opération d'open market. Cette opération s'effectue selon les règles de fonctionnement de marché c'est pour cette raison qu'elle est dite transparente. Dans

les pays en transition à l'instar de l'Algérie où le système financier se caractérise par l'absence de marchés financiers et une libéralisation financière faible, les conditions de fonctionnement de marché ne sont pas réunies et il arrive souvent que le recours aux règles dites hors marché (limitation de crédit, réescompte etc.) soit le plus dominant. Or, ces dernières sont considérées par les institutions financières internationales et les défenseurs de l'ouverture financière comme faussant le jeu de la concurrence et par conséquent moins efficaces. Ainsi, en Algérie la politique monétaire préconise pour atteindre son objectif d'assurer la stabilité des prix, des instruments de marché (opérations d'open market par cession temporaire et reprise de liquidité par appel d'offres) et hors marché (réescompte, prise et mise en pension et avance) appelés également directs et indirects

La politique monétaire durant la période d'ajustement structurel (PAS) 1994-1998

La situation économique de l'Algérie s'est aggravée à cause de la baisse importante des prix du pétrole, ce qui a conduit les autorités algériennes à mettre en place un programme d'ajustement structurel appuyé par le Fond Monétaire International (FMI).

Les objectifs et les instruments de la politique monétaire sont imposés par le PAS

Les instruments de la politique monétaire dans le cadre du PAS

Durant cette période, la politique monétaire est active, dans le sens où l'objectif de stabilité des prix est défini comme étant prioritaire. La Banque d'Algérie a pris ses précautions en terme du taux d'intérêt afin d'encadrer les taux bancaires et définir son intervention sur le marché monétaire. Ainsi, elle a défini des instruments, à savoir :

Plafonnement de refinancement global et de réescompte fixés aux banques de second rang.

Fixation de la marge bancaire à 5% au-dessus du coût moyen des ressources bancaires afin de freiner la hausse des crédits accordés aux entreprises.

La fixation du taux sur avances aux banques en comptes courants à 24% : plafonnement de distribution des crédits aux entreprises publiques par les banques.

A partir de 1994, deux nouveaux instruments de la politique monétaire sont introduits : La réserve obligatoire et l'open market.

A- Les réserves obligatoires des Banques et des établissements financiers auprès de la Banque Centrale sont rémunérées à un taux élevé de 11,5%. Le taux des réserves obligatoires

représente 2,5% de l'ensemble des dépôts (dépôts à vue, dépôts à terme, livret d'épargne, bon de caisse...) auprès de chaque banque, en vue de limiter la création de la masse monétaire en circulation dans son économie. Toutefois l'activation de ce mécanisme n'est intervenue qu'en 1994 par l'instruction n°73-94. C'est un instrument qui vient renforcer le pouvoir de contrôle exercé par la Banque d'Algérie en accord avec l'objectif final de la politique monétaire, qui vise la stabilité des prix avec la réduction de l'inflation.

B- L'open market est un nouvel instrument utilisé par la Banque d'Algérie en 1996, limité par la loi 90-10 du 14 avril 1990 à 20% du montant total des opérations sur effets publics réalisées par la Banque d'Algérie. La Banque centrale fait des opérations de vente ou d'achat des effets publics dans le but de réduire ou d'accroître la disponibilité de liquidité aux banques.

Les résultats de la politique monétaire sur la période 1990-2000

L'objectif ultime de la banque d'Algérie était la maîtrise de l'inflation. Pour mieux apprécier la politique monétaire pendant la période 1990-2000, voici les résultats qu'elle a pu fournir : **De 1990 à 1993**, le taux d'inflation évolue dans une tendance haussière en passant par 1992 où il enregistre son pic avec un taux de 31,66%, pour atteindre 20,54% en 1993. La nouvelle politique monétaire engagée durant cette période, suite à La Promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit n'a pas pu apaiser les tendances inflationnistes qui secouaient l'économie algérienne depuis des années.

Au cours de la période d'ajustement structurel, la politique monétaire a permis la diminution rapide et sensible du taux d'inflation. A partir de 1997, la Banque d'Algérie a limité la croissance de la masse monétaire en diminuant les crédits à l'économie de -11%, ce qui a engendré une diminution du taux d'inflation de 29,77% en 1995 jusqu'à 5,73% en 1997, pour atteindre un taux de 0,33% en 2000. Nous pouvons dire que l'inflation est maintenue grâce à la politique monétaire et en raison d'une bonne gestion du budget de l'Etat suite à l'augmentation des prix du pétrole.

La politique monétaire en Algérie durant 2000-2018, objectifs, instruments

A partir des années 2000, l'économie algérienne a connu plusieurs changements par rapport aux années précédentes. EN effet avec la bonne conjoncture de la fiscalité pétrolière résultant de la hausse des prix des hydrocarbures, l'Algérie passe d'une situation de pénurie a une situation d'excès de liquidité qui a commencé à apparaitre à partir de 2001 qui a permis une

amélioration de la situation des finances publiques. Ainsi l'accumulation des recettes des hydrocarbures a permis au système bancaire de vivre une surliquidité structurelle.

La loi 90-10 a été remplacée par l'ordonnance n°03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit. Cette nouvelle loi bancaire a repris une bonne partie des dispositions relatives aux instruments de la politique monétaire et a laissé une flexibilité au CMC, en tant qu'autorité monétaire, en matière d'évolution de l'instrumentation, le conseil fixe les objectifs monétaires notamment en matière d'évolution des agrégats monétaires et de crédit. L'objectif de la politique monétaire « la banque d'Algérie pour mission de créer et de maintenir dans les domaines de la monnaie du crédit et des changes les conditions les plus favorables à un développement rapide de l'économie tout en veillant à la stabilité interne et externe de la monnaie ».

Afin de compléter l'objectif final il y a lieu de fixer certains objectifs intermédiaires : la détermination du taux d'expansion de la masse monétaire M2, détermination du taux de croissance des crédits à l'économie et le contrôle efficace de l'excès de liquidité.

Les instruments utilisés durant la période de la surliquidité :

L'excès de liquidité depuis 2001 sur le marché monétaire la banque d'Algérie a particulièrement renforcé les instruments indirects de la politique monétaire. Au début de la banque d'Algérie n'a pas pu faire appel à tous les instruments de marché pour la conduite de la politique monétaire. Elle s'est appuyée sur l'utilisation de l'instrument des réserves obligatoires et sur la reprise de liquidité par appel d'offre pour absorber une partie de l'excès de liquidité de la banque et contenir la croissance de la masse monétaire.

A- Les réserves obligatoires : Afin de réduire la surliquidité globale et atténuer l'effet inflationniste, la banque d'Algérie a réactivé dès le début 2001 l'instrument traditionnel de réserves obligatoire, qui a été utilisé de manière active depuis 2001. ce coefficient a été l'objet ajustements : il a été de 6.5 % entre 2002 et 2007. Ce coefficient a été modifié en décembre 2007 ou il a atteint 8%, et cela est dû à la hausse des prix moyens des hydrocarbures atteignant 100dollars/baril, ce qui a engendré une augmentation des réserves bancaires.

C'est la deuxième augmentation décidée par la banque dans un temps relativement court, la précédente ayant eu lieu en 2012 ou le taux de réserve obligatoire a été fixé à 11%. Cela est dû à l'augmentation de la monnaie en circulation qui atteint en 2013. Les réserves de change de

l'Algérie ont continué en 2015. Leur baisse, amorcée en 2014 avec la régression des recettes d'exportations hydrocarbures, accentué par une hausse fulgurante des importations, ces réserves ont amorcé une tendance. Les réserves de change continuent de chuter, se situant à 114 milliards de dollars fin 2016.

B- La reprise de liquidités La réserve obligatoire n'a pas suffi à stériliser les liquidités bancaires supplémentaires offertes sur le marché interbancaire. La banque d'Algérie introduit un nouvel instrument direct de la politique monétaire, à savoir des opérations de reprise de liquidité qui a permis d'absorber une bonne partie des offres de liquidités avec un montant de 150 milliards de dinars passant de 100 milliards de dinars en 2002 à 250 milliard de dinars en 2003.

Face à la persistance de la situation d'excès d'offre de liquidité sur le marché monétaire au cours de l'année 2004, la banque d'Algérie a intensifié ses interventions sur ce marché, en augmentant le montant des reprises de liquidités.

Pour l'année 2005 la tendance des reprises de la liquidité par la banque d'Algérie sur le marché monétaire a été moins haussière. Cette reprise a enregistré deux augmentations successives en février et mars 2005, pour atteindre 450 milliards de dinars soit le même encours fin 2015 contre 400 milliards fin 2004. Cette reprise elle a joué aussi un rôle très accru au second semestre 2007, De même, la banque d'Algérie a stabilisé le montant global des reprises de liquidité à environ 1100M/Da de 2007 à 2012. Après le renforcement des instruments de reprise de liquidité en 2013 le montant globale de ce dernier a été stabilisé à 135 M/Da en 2014, après son augmentation à la hausse en avril 2012 de 1100 à 1350 M/Da.

En 2015 la forte baisse du prix de pétrole et corrélativement le déficit élevé du solde global de la balance des paiements a fait chuter la liquidité en fin 2014 ainsi 2015 soit une baisse de 33% en conséquence.

C-La facilité de dépôts Afin de bien contrôler la surliquidité bancaire la banque d'Algérie a introduit un nouvel instrument indirect qui consiste dans la facilité permanente ou la facilité de dépôts, il représente l'instrument le plus flexible de la politique monétaire en Algérie dans la mesure où il permet aux banques de constituer des dépôts auprès de la banque d'Algérie à des taux d'intérêt à court terme.

Cet instrument a été instauré à partir de la seconde moitié de l'année 2005 afin d'absorber la surliquidité existante dans le système bancaire à un taux stabilisé à .03%.

En effet il permet d'éponger plus de 450 M/Da à la fin de 2006 contre 49 M en 2005, il constitue plus de 40% dans le taux d'absorption de l'excès de liquidité en 2006, et joue un rôle actif durant les années qui allait suivre ou il contribue à retirer des parts importantes de surliquidité. En avril 2016 il a pu retirer prêt de 371 M/Da malgré la chute des prix des hydrocarbures.

D-Open Market : Concernant l'opération d'Open-Market sur le marché monétaire. Elles sont effectuées à l'initiative de la banque d'Algérie qui décide également du choix d'un taux fixe ou variable à pratiquer sur ces opérations. Les opérations Open-Market n'ont pu être utilisées depuis l'année 2002 au- tant qu'instrument indirect et actif de la politique monétaire en raison du faible développement du marché des titres publics. Depuis 1990 le but de la politique monétaire en Algérie est de maintenir l'inflation a un niveau bas en utilisant des instruments on constate que la politique monétaire a été efficace.

La politique monétaire en Algérie 2020-2021 : En 2020, La politique monétaire adoptée par la Banque d'Algérie a réussi à améliorer le niveau de la liquidité bancaire, qui a atteint plus de 632 milliards (mds) de DA à la fin 2020, après avoir chuté à moins de 462 mds de DA à la fin des neuf premiers mois de l'année, du fait du déficit courant de la balance des paiements et des impacts économiques de la pandémie du Covid-19. Cette amélioration de la liquidité, enregistrée vers la fin de l'année, est, selon une note de la Banque d'Algérie transmise à l'APS, le fruit des mesures de politique monétaire décidées par la BA en matière de baisse du taux des réserves obligatoires, de l'augmentation des seuils de refinancement des titres publics négociables, de l'allongement de la durée du refinancement de 7 jours à un mois et de la satisfaction totale des demandes de refinancement des banques.(rapport de l'activité de la banque d'Algérie).

Evoquant la masse monétaire (M2), la note de la BA précise que cette dernière a augmenté de 7,12% à fin 2020,.Ce qui reflète, selon la même note, une reprise de l'expansion de la masse monétaire au sens large M2quot passée à 17.682,7 mds DA à fin 2020 contre 16.506,6 mds DA à fin 2019.L'augmentation représente, d'après la Banque d'Algérie, 9,05 % hors dépôts des hydrocarbures contre 6,03% à fin décembre 2019.La circulation fiduciaire hors banques est, quant à elle, passée à 6.140,7 mds de DA à fin 2020, contre 5.437,6 mds de Da à fin 2019, soit

une augmentation de 12,93%. Ce qui correspond, estime la BA, à 34,73 % de la masse monétaire M2 à fin 2020 contre 32,94 % à fin 2019.

Conclusion

Généralement, l'inflation est dépendante de plusieurs variables, encore en Algérie, l'inflation peut être causée par plusieurs facteurs déterministes. Ces facteurs qui peuvent être eux-mêmes liés entre eux : l'augmentation des prix du pétrole qui entraîne une hausse des prix des biens dans un secteur d'où une hausse des salaires, ainsi qu'une croissance de la masse monétaire. Le taux de change quant à lui augmente les prix à l'importation, d'où la hausse des salaires et inflation. Notamment L'Algérie a essayé de fariner le rythme de ce phénomène complexe qui est cette spirale inflationniste tout en appliquant des stratégies rigoureuses qui sont apporté par la banque centrale D'Algérie qui est bien évidemment la Politique monétaire. Et c'est ce qui as déjà générer un résultat énorme de stabilité des prix pour des Années en Algérie.

Chapitre III : Étude et Analyse des déterminants de l'inflation en Algérie 1990-2020

Introduction

Après avoir parlé sur l'inflation et son évolution en Algérie dans les chapitres précédents, nous passons à effectuer une analyse empirique pour déterminer les facteurs qui causent l'inflation en Algérie durant la période 1990-2020 à l'aide de logiciel EVIEWS.

IL est composé de trois sections. la première sur la méthodologie de la régression, la deuxième section s'agit d'une présentation des données et étude des variables, enfin dans la troisième section on essayera d'appliquer le modèle économétrique ARDL sur des données statistiques des variables économiques.

Section 1 : Méthodologie de régression

1.1. Le rôle de l'économétrie

L'économétrie est un outil statistique permettant de Confronter ces théories à la réalité économique, Tester les hypothèses des théories et faire des prévisions et mesurer l'impact des événements, des politiques sur des variables économiques Et encore elle est un outil de validation de la théorie et aussi un outil d'investigation.

A- l'économétrie comme outil de validation de la théorie

L'économétrie est un outil à la disposition de l'économiste et du gestionnaire qui permet d'infirmer ou de confirmer les théories.

B- L'économétrie comme outil d'investigation

L'économétrie avant même qu'elle soit un outil de validation, il est bien plus un outil d'enquête et d'analyse.

1.3.2.2 Modélisation des séries temporelles

Définition d'un Modèle :

Une représentation formalisée cherchant à estimer un phénomène ou une relation économique sous forme chiffrée. (Il sert soit à la prévision d'une situation économique, soit à la vérification d'une hypothèse entrant dans un raisonnement plus large.) ou bien une

présentation d'une théorie qui prend la forme d'un ensemble d'hypothèses sur les relations qui lient les variables choisies par celui qui le construit et qui suppose des liens de causalité entre elles.

Les étapes de la modélisation

Pour réaliser une modélisation économétrique on doit forcément identifier le problème dont on va Analyser et étudier dans tout son ensemble, et cette identification reflète au choix du modèle statistique à utiliser, puis choisir les variables pertinentes adéquates pour résoudre le problème, ainsi Estimer les paramètres du modèle généralement par maximum de vraisemblance, et Évaluer la qualité de la modélisation obtenue avec des tests statistiques par l'apport des différentes variables déjà utiliser et enfin utiliser le modèle pour répondre aux objectifs voulus.

Définition des séries temporelles

Ou une série chronologique, est une suite de valeurs numériques représentant l'évolution d'une quantité spécifique au cours du temps. (X_1, X_n) Correspondantes à la même variable ou ils peuvent s'agir de données macroéconomiques (Comme Inflation), microéconomiques (les ventes d'une entreprise donnée.)

Les observations sont effectuées à un intervalle de temps constant, elles sont ordonnées par un indice $(t= 1, 2,3,... n)$, l'indice temps peut être : le jour, le mois, le trimestre, le semestre, ou l'année, on dit alors que la série est : journalière, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle.

Généralement, les séries temporelles sont présentées sur des graphiques de valeurs (ordonnés) en fonction de temps (abscisse).

Lorsqu'une série est stable autour de sa moyenne on parle d'une série stationnaire et on trouve aussi des séries non stationnaires.

Les composantes des séries temporelles

On distingue 3 composantes

A- La composante tendancielle (Trend en anglais)

Notée Cette composante représente l'évolution moyenne à long terme de la variable étudiée et traite l'aspect générale de la série, elle peut être soit à la hausse ou à la baisse.

B- La composante saisonnière

Notée S_t , Elle représente les variations périodiques des événements qui se répètent à des dates précises où on note la période par P

C- La composante irrégulière (résiduelle)

Notée elle regroupe tout ce que les autres composantes n'ont pas pu expliquer du phénomène observé. Elle contient donc de nombreuses fluctuations, en particulier accidentelles, dans le caractère est exceptionnelle et imprévisible comme les guerres On ajoute parfois un cycle, On appelle cycle un Comportement qui se répète assez régulièrement mais avec une périodicité inconnue et changeante. La décomposition peut être additive, multiplicative ou combiner les deux aspects.

Stationnarité

Définition et propriétés : Avant le traitement d'une série chronologique il convient d'étudier les caractéristiques stochastiques, si ces caractéristiques (espérance, variance) se trouvent modifiées dans le temps, la série chronologique est considérée comme non stationnaire dans le cas d'un processus stochastique invariant, la série temporelle est alors stationnaire. De manière formalisée le processus stochastique Y_t est stationnaire si :

$E(Y_t) = E(Y_{t+m}) = \mu_{t+m}$, la moyenne est constante et indépendante du temps ;

$VAR(Y_t) = \sigma^2$, la variance est finie et indépendante du temps. $Cov(Y_t, Y_{t+k}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+k} - \mu)]$, la covariance est indépendante du temps.

Une série chronologique est donc stationnaire si elle est la réalisation d'un processus stationnaire. Ceci implique que la série ne comporte ni tendance ni saisonnalité et plus généralement aucun facteur n'évoluant avec le temps.

Test de bruit blanc et stationnarité

Nous ne pouvant identifier clairement les caractéristiques stochastiques d'une série chronologique que si elle est stationnaire cette étude de stationnarité s'effectue essentiellement à partir de l'étude des fonctions d'auto corrélation, une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance ni saisonnalité. Nous allons à partir de l'étude du corrélogramme d'une série essayer de montrer de quelle manière nous pouvons mettre en évidence ces deux composantes.

La non stationnarité et les tests racines unitaire :

La non stationnarité : les processus TS et DS

Les chroniques économiques sont rarement des réalisations de processus aléatoires stationnaires. Pour analyser la non stationnarité, deux types de processus sont distingués :

Les processus TS (trend stationary) qui représentent une non stationnarité de type déterministe ;

Les processus DS (differency stationary) pour les processus non stationnaires aléatoires.

Les processus TS : $x_t = f_t + t$ où f_t est une fonction polynômiale du temps, linéaire et une processus stationnaire de type ARMA. Le processus TS le plus simple est représenté par une fonction polynômiale de degré 1.

Les processus ds : Les processus DS Les processus DS sont des processus que l'on peut rendre stationnaire par l'utilisation d'un filtre aux différences $Bdxt = + t$ est un processus stationnaire de type arma ou encore un bruit blanc, β constante réelle est de l'ordre du filtre au différences.

Test de racine unitaires : tests de dickey fuller(1979)

Le test de Dickey-Fuller est un test à racine unique qui détecte statistiquement la présence d'un comportement de tendance stochastique dans la série chronologique des variables au moyen d'un test d'hypothèse. En d'autres termes, le test de DickeyFuller permet de savoir s'il y a une présence significative de tendance dans la série temporelle des variables au moyen d'un test d'hypothèse.

1.2. Modélisation des séries temporelles : Modèle ARDL

Définition de Modèle ARDL

Les modèles « Auto-Regressive Distributed Lag/ARDL », ou « modèles autorégressifs à retards échelonnés ou distribués/ARRE » en français, sont des modèles dynamiques. Ces derniers ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle dans l'explication d'une variable (série chronologique), améliorant ainsi les prévisions et efficacité des politiques (décisions, actions, etc.), contrairement au modèle simple (non dynamique) dont l'explication instantanée ne restitue qu'une partie de la variation de la variable à expliquer.

Spécification du modèle

Dans les modèles ARDL on y trouve, parmi les variables explicatives (X_t), la variable dépendante décalée (Y_{t-p}) et les valeurs passées de la variable indépendante (X_{t-q}). Ils ont la forme générale

Suivante :

$$Y_t = f(Y_{t-p}, X_t, X_{t-q})$$

Sous sa forme générale, un modèle ARDL s'écrit comme suit :

$$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + \varepsilon_t$$

Comme pour tout modèle dynamique, l'on se servira des critères d'information (AIC, SIC et HQ) pour déterminer le décalage optimal (p^* ou q^*) ; un décalage optimal est celui dont le modèle estimé offre la valeur minimale d'un des critères énoncés. Ces critères sont : celui d'Akaike (AIC), celui de Schwarz (SIC) et celui de Hannan et Quinn (HQ).

Estimation du modèle

Les modèles ARDL souffrent généralement de problèmes d'autocorrélation d'erreurs, avec la présence de la variable endogène décalée comme explicative et de multi-colinéarité, ce qui complique l'estimation des paramètres par les Moindres Carrés Ordinaires/MCO.

Il tient de recourir aux techniques d'estimation robuste pour pallier à ces problèmes. Aussi, l'on retiendra que les variables considérées dans ces modèles se doivent d'être stationnaires pour éviter des régressions fallacieuses. Le modèle ARDL permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des séries cointégrées ou même intégrées à des ordres différents.

Test de cointégration aux bornes

Lorsqu'on dispose de plusieurs variables intégrées d'ordres différents ($I(0)$, $I(1)$), l'on peut recourir au test de cointégration de Pesaran et appelé « test de cointégration aux bornes ». Le modèle qui sert de base au test de cointégration par les retards échelonnés est la spécification ARDL cointégrée.

Il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran, à savoir : la détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) et le recourt au test de Fisher pour vérifier les hypothèses :

H0: $\alpha_1 = \alpha_2 = 0$ existence d'une relation de cointégration

H1: $\alpha_1 \neq \alpha_2 \neq 0$ absence d'une relation de cointégration.

La procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques (bornes) simulées pour plusieurs cas et différents seuils. On notera des valeurs critiques que la borne supérieure prend les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 $I(1)$ et la borne inférieure concernent les variables (0). Ainsi :

Fc Bsup : Le cointégration existe **Fc < Binf** : Le cointégration n'existe pas Binf

$Fc < Bsup$ | n'ya pas de conclusion.

Section 2 : Présentation des données et études des variables

2.1. Analyse statistique des séries de données

Présentation de la base de données et Justification de choix des variables

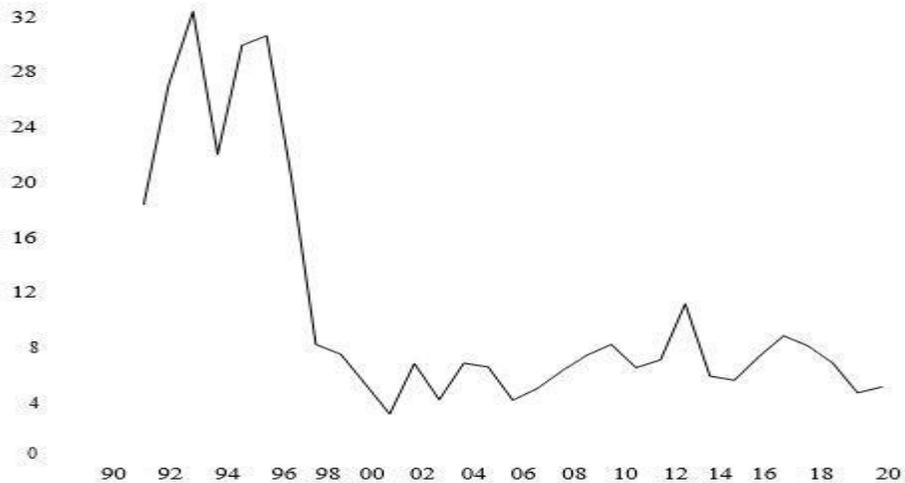
Les variables de notre modèle sont représentées par une variable à expliquer : « **Taux d'inflation** » (**TINF**) comme variable dépendante, et des variables explicatives variables indépendantes : « **la masse monétaire** » (**M2**) qui regroupe l'ensemble de monnaie détenu par les ménages, les entreprises et les administrations dans un pays ou une zone monétaire, il est nécessaire de mesurer la quantité de monnaie en circulation et de connaître son évolution pour apprécier ses conséquences sur les variables réelles de l'économie (consommation, épargne, investissement) et prendre des décisions en matière de politique économique en effet, plus les agents économiques disposent de monnaie plus ils consomment. et « **Consommation final** » (**CF**) qui est une donnée essentielle pour l'économie d'un pays qui représente la principale source de croissance de l'économie.

2.2. Analyse Graphique des séries de données

Le Taux D'Inflation

L'évolution de l'inflation a connu plusieurs fluctuations,

Figure 2: L'évolution du taux d'inflation de 1990-2020

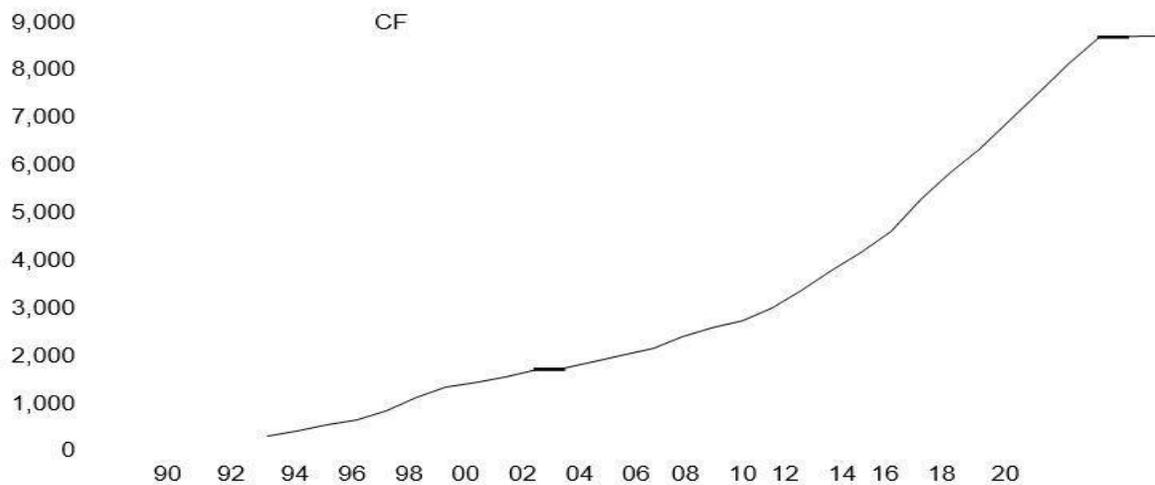


Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews7

L'évolution de l'inflation a connu plusieurs fluctuations, il y'avait plusieurs pics et plusieurs creux, ceci indique que la série TINF n'est pas stationnaire

La Consommation Finale

Figure 3: L'Evolution de la Consommation Finale

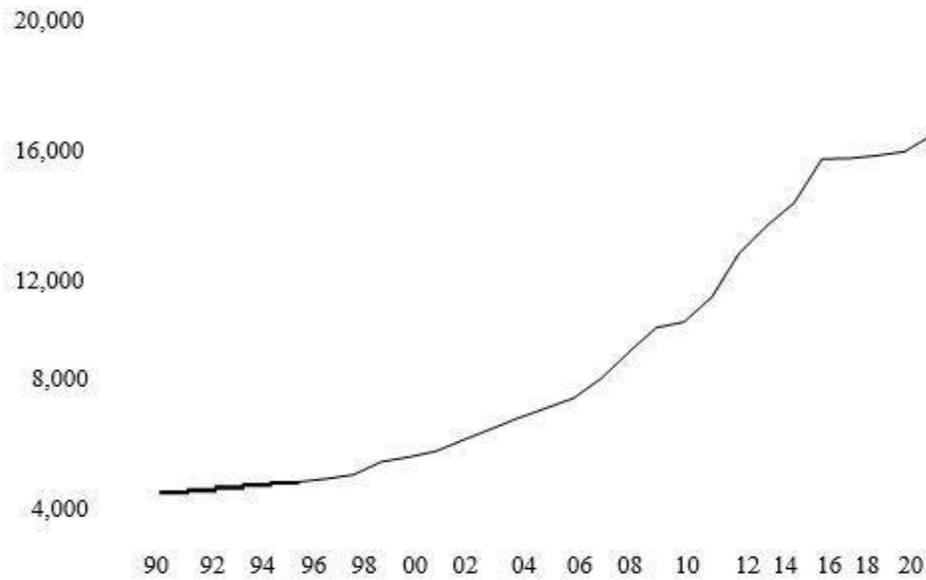


Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews7

Le graph ci-dessus indique que la Consommation Finale en Algérie a enregistré une tendance à la hausse de 1990-2020, la série n'est pas stationnaire

La Masse Monétaire

Figure 4: l'évolution de la masse monétaire (1990-2020)



Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews7

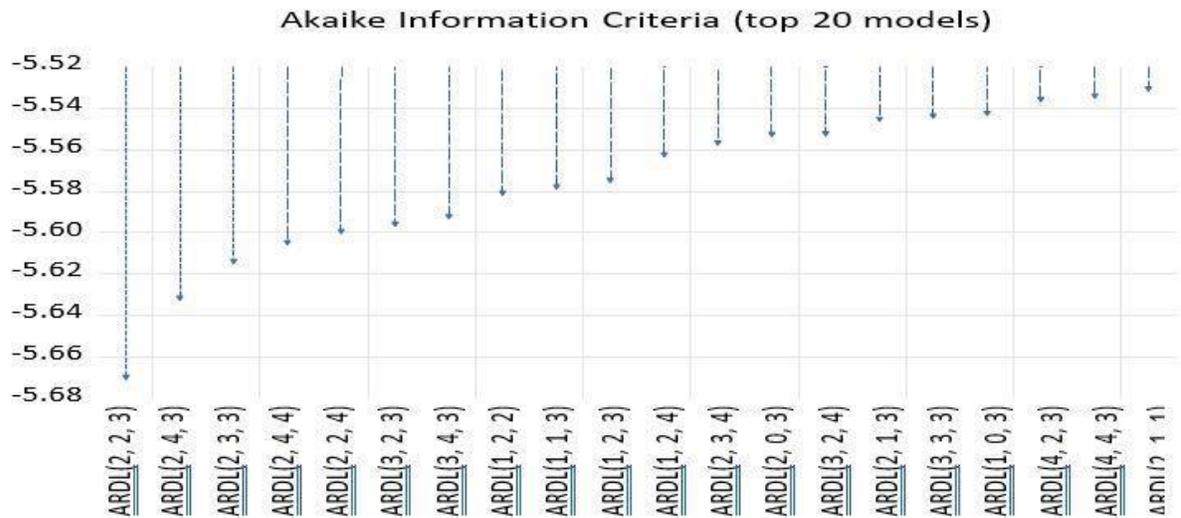
Le graph ci-dessus indique que la masse monétaire en Algérie a enregistré une tendance à la hausse de 1990-2020, la série n'est pas stationnaire

Sections 3 : Application économétrique de modèle ARDL

3.1. Détermination du nombre de retard

Pour afficher la supériorité relative du modèle sélectionné par rapport aux alternatives, nous allons nous servir du critère d'information de (Akiaki) pour sélectionner le modèle ARDL optimal.

Figure 5: Akaike Information Criteria (top 20 models)



Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

2.3. Estimation ARDL

ARDL Long Run Form and Bounds Test				
Dependent Variable: D(INF)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 3)				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Date: 06/14/22 Time: 22:40				
Sample: 1990 2020				
Included observations: 28				
Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.121161	0.426846	4.969382	0.0001
@TREND	0.039057	0.008232	4.744825	0.0002
INF(-1)*	-1.538763	0.343597	-4.478401	0.0003
LOG(M2(-1))	-0.235123	0.059058	-3.981254	0.0010
LOG(CF(-1))	-0.105302	0.036707	-2.868742	0.0106
D(INF(-1))	0.067482	0.178736	0.377554	0.7104
DLOG(M2)	-0.027281	0.052973	-0.514990	0.6132
DLOG(M2(-1))	0.080055	0.069640	1.149550	0.2662
DLOG(CF)	0.980578	0.103471	9.476815	0.0000
DLOG(CF(-1))	0.359165	0.229388	1.565753	0.1358
DLOG(CF(-2))	0.139374	0.180260	0.773182	0.4500
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				

Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

3.3. Test de cointégration

Nous allons effectuer le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) ou le test de cointégration aux bornes.

L'hypothèse de cointégration est testée en utilisant le test de Fisher dont la valeur calculée est comparée aux valeurs critiques tabulées par Pesaran et al. (2001). L'hypothèse d'absence d'une relation de cointégration est rejetée lorsque la valeur calculée de la statistique F de Fisher est supérieure à la valeur critique (la borne supérieure)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	7.390298			
		Finite Sample: n=30		
		10%	3.77	4.535
		5%	4.535	5.415
		1%	6.428	7.505

Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

Conclusion : il existe une relation de long terme entre les variables.

3.4. Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(M2)	0.152800	0.014066	10.86334	0.0000
LOG(CF)	0.068433	0.028688	2.385417	0.0290
@TREND	0.025382	0.003402	7.460510	0.0000
EC = INF - (0.1528*LOG(M2) +0.0684*LOG(CF) + 0.0254*@TREND)				

3.5. Estimation de la relation de court terme

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(INF)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 3)				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Date: 06/14/22 Time: 22:46				
Sample: 1990 2020				
Included observations: 28				
ECM Regression				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.160219	0.361651	5.973207	0.0000
D(INF(-1))	0.067482	0.110474	0.610845	0.5494
DLOG(M2)	0.027281	0.036612	0.745126	0.4664
DLOG(M2(-1))	0.080055	0.049087	1.630873	0.1213
DLOG(CF)	0.980578	0.070271	13.95422	0.0000
DLOG(CF(-1))	0.359165	0.202153	1.776701	0.0935
DLOG(CF(-2))	0.139374	0.103359	1.348443	0.1952
CointEq(-1)*	-1.538763	0.260928	-5.897277	0.0000
R-squared	0.947974	Mean dependent var	-0.009719	
Adjusted R-squared	0.929765	S.D. dependent var	0.046340	
S.E. of regression	0.012281	Akaike info criterion	-5.726563	
Sum squared resid	0.003016	Schwarz criterion	-5.345933	
Log likelihood	88.17189	Hannan-Quinn criter.	-5.610201	
F-statistic	52.06028	Durbin-Watson stat	2.013238	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

3.6. Validation du Modèle

Test autocorrélation

Il existe plusieurs tests d'absence d'autocorrélation dans notre cas on utilise l'autocorrélation LM test qui fait l'objet de tester le caractère de non autocorrélation des erreurs.

D'après les résultats de ce test on montre que notre modèle est bien spécifié car la probabilité associée est supérieure à 5% alors on accepte l'hypothèse d'absence d'autocorrélation.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	16.060836	Prob. F(2,15)	0.3118
Obs*R-squared	22.51423	Prob. Chi-Square(2)	0.4519

Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

Test hétéroscédasticité

Il existe plusieurs tests pour détecter l'hétéroscédasticité des erreurs, ce test permet de savoir si les erreurs sont homoscedastiques ou non.

Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	0.051061	Prob. F(1,25)	0.8231
Obs*R-squared	0.055034	Prob. Chi-Square(1)	0.8145

Source : résultat obtenu à partir du logiciel eviews10

Nous constatons que la valeur de la probabilité est égale à 0.8231 qui est supérieure à 0.05 (5%), il y'a absence d'hétéroscédasticité donc les résidus sont homoscedastiques.

Conclusion

L'objectif de notre étude était d'expliquer ou du moins d'identifier les facteurs de la tendance inflationniste observée dans l'économie Algérienne. La relation économétrique utilisée à cette fin nous a fourni des résultats assez satisfaisants pour élucider ce phénomène et surtout d'interpréter la relation qui peut exister entre le taux d'inflation, Consommation Finale, Indice des valeurs unitaire et la masse monétaire sur la période allant 1990-2020

Conclusion Générale

On parle d'inflation lorsque les prix augmentent globalement, et non uniquement les prix de quelques biens et services. Et cette dernière érode progressivement la valeur de la monnaie.

Globalement, On a constaté que la première cause de l'inflation est simplement la croissance de la masse monétaire, quand la Banque Centrale imprime de la monnaie, la valeur de celle-ci tend à diminuer. et pour maintenir des prix stables, la Banque Centrale doit maintenir un contrôle strict de la masse monétaire et quand la Banque Centrale réduit le taux de croissance de la monnaie en circulation, les prix montent moins vite, conformément à la théorie quantitative de la monnaie. Et il faut savoir qu'il n'y a pas d'inflation sans croissance monétaire. Pour la freiner, il suffit donc de freiner cette création de monnaie

A court terme, les causes de l'inflation proviennent du déséquilibre économique, donc, c'est la nature du déséquilibre qui permet d'identifier le type d'inflation (par la demande ou par les coûts)

A long terme, la théorie quantitative de la monnaie attribue un rôle prépondérant à la quantité de monnaie en circulation dans l'explication de l'inflation. Les monétaristes suggèrent, que l'inflation est à l'origine monétaire. Toute augmentation de la masse engendrera une hausse des prix.

Ces dernières années, L'inflation ne cesse de préoccuper les économistes et les hommes politiques. Diverses théories inspirées par les grands courants, ont tenté de l'expliquer et d'apporter des solutions pour y remédier. et Malgré ceci mais tous les pays sont touchés par ce phénomène complexe qui est l'inflation.

Et d'après notre recherches, qu'on a identifié dans les 3 chapitres précédents, on a essayé d'étudier le cas de l'Algérie par rapport à l'inflation depuis 1962 jusqu'aujourd'hui et L'Algérie a traversé la politique monétaire en plusieurs étapes, passant d'une politique monétaire dans une économie planifiée à une économie de marché. Le système bancaire s'est considérablement développé à la suite d'une série de réformes entreprises par l'Algérie depuis l'indépendance, ainsi que de la tentative d'identification de l'efficacité de la politique monétaire dans la réduction de l'inflation.

On a remarqué ainsi qu'on ne peut pas vraiment évoquer le sujet d'inflation en Algérie avant les années 1990 vu qu'avant elle était au lendemain de son indépendance et l'Algérie été

Conclusion générale

dans la phase de la reconstruction de tout son économie, mais bien évidemment que c'est à partir des années 1990 que l'Algérie a adoptée l'économie du marché et qu'elle a connu ainsi des fluctuations importantes de l'inflation

En vrai, le taux d'inflation était maintenu à niveau raisonnable par l'Etat de 1962-1989 et c'est par la suite qu'en 1991 qu'on a remarqué la hausse du taux d'inflation dès l'ouverture de l'économie algérienne, mais le taux d'inflation a été baissé encore dans les années 2000 et jusqu'à 2008 que la situation s'est dégradée suite à la crise des subprimes, et s'est poursuivie encore en 2017 par l'injection des liquidités dans le système bancaire, par la Banque d'Algérie cette mesure est extrêmement inflationniste traduite par l'augmentation de la masse monétaire en circulation avec une croissance lente des hydrocarbures, ainsi à partir de 2020, la pandémie du « covid19 » a eu un impact énorme sur l'économie du pays l'inflation et elle s'est accélérée en 2021 jusqu'à nos jours.

Pour examiner les déterminants du taux d'inflation en Algérie nous avons servi des données de la banque mondiale, la technique de traitement des données est constituée par le logiciel Eviews et la technique d'analyse correspond au modèle ARDL. La variable expliquée est le taux d'inflation et les variables explicatives sont la masse monétaire et la consommation finale.

Les résultats obtenus à travers l'application du modèle ARDL se résument comme suite : la masse monétaire et la consommation finale ont un impact positif sur le niveau des prix ce qui confirme les hypothèses qui ont été proposées dans l'introduction générale.

Le test d'autocorrélation montre une absence d'autocorrélation des résidus et les tests de hétéroscédasticité indiquent que les résidus sont homoscedastiques donc notre modèle est validé.

En dernière analyse on doit souligner qu'elle est toutefois limitée par le nombre restreint de variables explicatives et que l'important est de pouvoir gérer l'inflation de sorte qu'elle stimule la création de la richesse leur répartition plus au moins équitablement.

Bibliographie

Ouvrages

1. Mouhamed EL Hocine Benissad : « Economie du développement de l'Algérie 1962-1978, sous-développement et socialisme », Livre, Edition 1982
2. Pierre bouzebakh : « inflation et désinflation » Livre, Edition 1986.

Mémoires et Thèses

1. ABDOURAHAMANE Abani Nafissa : « : Le phénomène d'inflation en Algérie (1990-2017) », Mémoire de master en science économique, Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou, Promotion 2017-2018
2. Ain MALALA NOSINOMENJANAHARY « L'inflation », Mémoire de master en science économique, Université d'Antananarivo, 2005
3. HAMITOCHE Souhila et MAOUCHI Lylia, « Les déterminants de l'inflation en Algérie (1970-2015) » Mémoire de master en science économique, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, Promotion 2017-2018.
4. MAHTOUT Dyhia et Melle OUYAHIA Kafia et Sous la direction de : Dr. NEMIRI YAICI Farida, « Analyse des déterminants de l'inflation en Algérie 1970-2015 », Mémoire de master en science économique, Université Abderrahmane Mira de Bejaia, Promotion 2016-2017.
5. OUCHICHI Mourad « l'obstacle politique aux reforme économiques en Algérie » Thèse de doctorat, l'université de Lyon 2, 2005.
6. ZAIDI Saloua, ZIANI Hayat, « Essai de modélisation des causes de l'inflation en Algérie 1970-2013 » Mémoire de master en science économique, Université Abderrahmane MIRA de Bejaia, 2017.

Revues

1. BENACHENHOU (A.) : « Réflexions sur la politique des revenus » en Algérie », Revue algérienne, mars 1975.
2. FATIHA. T, « Réformes et transformations économiques en Algérie », Revue économique, Economie et finance, Université Paris-nord, 2010.

Articles

1. ABDERRAHMANE. M, « 50 ans de bilan de l'économie algérien 1963- 2012 », Journal : l'infoalternative, 2012.
2. MOURAD. B, « L'inflation n'est pas une fatalité », Journal : Algérie focus, 2009.

Rapports

1. Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie »,2010
2. Rapport Banque d'Algérie, « Evolution économique et monétaire de l'Algérie », 2012.3- Rapport de la Banque d'Algérie, « Politique monétaire », 2014
3. Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie »,2016
4. Rapport de la Banque d'Algérie, « Politique monétaire », 2017.

Site internet

www.etudier.com

www.cairn.info

www.aps.dz

www.theses-algerie.com

www.algerie-eco.com

www.elmoudjahid.dz

www.bank-of-algeria.dz

www.universalis.fr

www.encyclopedie.fr

www.alternatives-economiques.fr

<https://www.donneesmondiales.com/afrique/algerie/inflation.php>

<https://books.openedition.org/>

Annexes

Annexe N°01 : Les variables du modèle

	Inflation	Consommation finales ménages en MSD DA	Indice des valeurs unitaires à l'importation	Masse monétaire en MDS DA
	INF	CF	IVU	M2
1980	0.0918635170603675	67.8165	1.147592653	93.538
1981	0.146634615384615	84.5703	1.228453429	109.154
1982	0.0618448637316564	92.6485	1.168786002	137.889
1983	0.0602171767028627	103.048	1.130203239	165.926
1984	0.0819366852886405	122.3725	1.118139333	194.718
1985	0.104991394148021	136.4231	1.069557657	223.86
1986	0.123052959501558	152.1951	1.002934464	227.017
1987	0.0755894590846047	149.8657	0.7653515922	257.896
1988	0.0586718246292716	208.8757	0.8357787197	292.963
1989	0.0931790499390985	257.2698	1.029235953	308.146
1990	0.17883008356546	305.0423	1.062927943	343.005
1991	0.258979206049149	410.0499	1.17269862	415.27
1992	0.316816816816817	538.8445	1.245625475	515.902
1993	0.205245153933865	639.0676	1.255189653	627.427
1994	0.289971617786187	826.7545	1.295076622	723.514
1995	0.297946461312798	1103.0819	1.101297568	799.562
1996	0.187032066676084	1319.3932	0.9911678116	915.058
1997	0.0570034511483993	1411.6695	0.947372844	1081.518
1998	0.0499887412744879	1531.5029	1.024970014	1592.461
1999	0.025948959897062	1670.7	0.9990186457	1789.35
2000	0.00303093645484941	1714.2	1	2022.534
2001	0.0419922892570595	1847.7	1.08385127	2473.516
2002	0.0143000000000001	1989.3	1.30512485	2901.532
2003	0.0425909494232475	2126.3	1.349950932	3354.422
2004	0.0397163120567376	2371,00	1.981092574	3738.037
2005	0.0138244656662119	2553,00	2.219714317	4146.906
2006	0.0231452408719835	2695.6	2.339548577	4933.7
2007	0.0367382726874178	2963.8	3.012866645	5994.6
2008	0.0485453315290934	3333.3	4.30476502	6955.9
2009	0.0574286175189546	3743.9	4.284592738	7178.7
2010	0.0391304347826087	4115.6	4.413150147	8162.8
2011	0.0452176466270278	4548.2	5.151782794	9929.2
2012	0.0889107381136318	5211,00	5.49318504	11015.1
2013	0.0325701386649467	5769.8	6.000218079	11941.5

2014	0.0291692692067459	6264.7	6.387525897	13686.8
2015	0.0478242398494871	6854,00	5.637553157	13704.5
2016	0.0640023168259483	7446,00	5.134554574	13816.3

2017	0.0559063690800218	8034.2	5.02224403	14974.6
2018	0.042687013455689	8568.3	5.037291462	16636.7
2019	0.043687013455689	8578.3	5.038291462	16636.8
2020	0.044687013455689	8588.3	5.039291462	16636.9

Annexe N°02 : Estimation ARDL

ARDL Long Run Form and Bounds Test				
Dependent Variable: D(INF)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 3)				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Date: 06/14/22 Time: 22:40				
Sample: 1990 2020				
Included observations: 28				
Conditional Error Correction Regression				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.121161	0.426846	4.969382	0.0001
@TREND	0.039057	0.008232	4.744825	0.0002
INF(-1)*	-1.538763	0.343597	-4.478401	0.0003
LOG(M2(-1))	-0.235123	0.059058	-3.981254	0.0010
LOG(CF(-1))	-0.105302	0.036707	-2.868742	0.0106
D(INF(-1))	0.067482	0.178736	0.377554	0.7104
DLOG(M2)	-0.027281	0.052973	-0.514990	0.6132
DLOG(M2(-1))	0.080055	0.069640	1.149550	0.2662
DLOG(CF)	0.980578	0.103471	9.476815	0.0000
DLOG(CF(-1))	0.359165	0.229388	1.565753	0.1358
DLOG(CF(-2))	0.139374	0.180260	0.773182	0.4500
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				

Annexe N°03 : Test de cointégration

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	7.390298			
			Finite Sample: n=30	
		10%	3.77	4.535
		5%	4.535	5.415
		1%	6.428	7.505

Annexe N°04 : Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(M2)	0.152800	0.014066	10.86334	0.0000
LOG(CF)	0.068433	0.028688	2.385417	0.0290
@TREND	0.025382	0.003402	7.460510	0.0000
EC = INF - (0.1528*LOG(M2) + 0.0684*LOG(CF) + 0.0254*@TREND)				

Annexe N°05 : Estimation de la relation de court terme

ARDL Error Correction Regression				
Dependent Variable: D(INF)				
Selected Model: ARDL(2, 2, 3)				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Date: 06/14/22 Time: 22:46				
Sample: 1990 2020				
Included observations: 28				
ECM Regression				
Case 4: Unrestricted Constant and Restricted Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	2.160219	0.361651	5.973207	0.0000

Annexe N°06 : Test autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test: Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	16.060836	Prob. F(2,15)	0.3118
Obs*R-squared	22.51423	Prob. Chi-Square(2)	0.4519

Annexe N°07 : Test hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: ARCH			
F-statistic	0.051061	Prob. F(1,25)	0.8231
Obs*R-squared	0.055034	Prob. Chi-Square(1)	0.8145

Résumé

La stabilité économique est l'objectif primordial de chaque pays, et La réalisation de cet objectif passe nécessairement par la maîtrise de l'inflation qui est un phénomène macroéconomique, qui signifie une hausse du niveau général des prix., que même ce dernier semble qui est un phénomène politique et social qui demeure être un handicap majeur à la croissance économique des pays.

Il faut savoir l'Algérie demeure l'un des pays touchés par l'inflation dont les causes et les conséquences sont multiples sur tous les plans : Economique, Politique, social, et extérieur.

L'objectif de ce travail est d'étudier les causes de la naissance et la persistance de la spirale inflationniste en Algérie dès son indépendance jusqu'à nos jours. Notre analyse est réalisée à travers une étude économétrique basée sur la modélisation Vectorielle Auto Régressive (VAR) dont Les variables choisis sont : l'inflation, la masse monétaire, le taux de change et la consommation finale des Ménages.

Mots clés : Inflation, Indice des Prix à la Consommation, masse monétaire, taux de change, politique monétaire.

Abstract

The economic stability is the primary objective of each country, and the realization of this objective necessarily passes by the control of the inflation which is a macroeconomic phenomenon, which means an increase of the general level of the prices, that even this last seems which is a political and social phenomenon which remains to be a major handicap with the economic growth of the countries.

Algeria remains one of the countries affected by inflation whose causes and consequences are multiple on all levels: economic, political, social and external.

The objective of this work is to study the causes of the birth and the persistence of the inflationary spiral in Algeria since its independence until now. Our analysis is carried out through an econometric study based on the Vector Autoregressive Modeling (VAR) whose selected variables are: inflation, money supply, exchange rate and final consumption of Households.

Keywords: Inflation, Consumer Price Index, money supply, exchange rate, monetary policy.